

E0194

47267



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.20/17

2 avril 1994

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba, Ethiopie
26-30 avril 1994

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session de la Commission/
vingtième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba, Ethiopie
2-5 mai 1994

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES ACTIVITES PREPARATOIRES
DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

2000

I. APPLICATION DE LA RESOLUTION 749(XXVIII) DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DE LA CEA : LES PREPARATIFS DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

1. Voir la résolution 749 (XXVIII) intitulée "les préparatifs du Sommet mondial pour le développement social" dans laquelle la Conférence des ministres de la CEA a décidé qu'"une position commune africaine sur les questions dont le Sommet mondial sur le développement social est saisi, devrait être formulée pendant la réunion, en janvier 1994, de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain, qui servira de réunion préparatoire régionale au Sommet." Dans cette résolution il était demandé au Secrétaire exécutif de la CEA "d'établir, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales africaines, la documentation nécessaire à la réunion, notamment un projet de position commune africaine sur les questions dont le Sommet est saisi." Il était en outre demandé au Secrétaire exécutif de la CEA "de transmettre la Position commune africaine à la première réunion du Comité préparatoire du Sommet, prévue du 31 janvier au 11 février 1994 à New York". Cette résolution a par la suite été adoptée par le Conseil économique et social en tant que résolution 1993/64 du 30 juillet 1993.

2. En application de ces directives, le secrétariat a organisé la première réunion de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abeba, du 17 au 21 Janvier 1994 et y a présenté un projet de document intitulé "Projet de position commune africaine sur le Sommet mondial pour le développement social" que le secrétariat de la CEA a élaboré conjointement avec le secrétariat de l'OUA. A l'issue des discussions sur le document, la Conférence a adopté un document intitulé **Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique** qu'elle a ensuite transmis à la première session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social. La **Position commune africaine** a ensuite été publiée en tant que document officiel du Comité préparatoire (A/CONF.166/PC/10/Add.1) sous couvert d'une note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (A/CONF/166/PC/10/). La **Position commune africaine** figure comme Appendice I au présent document.

3. La Position commune africaine est une évaluation du développement humain et social en Afrique en ce sens qu'elle définit les principaux objectifs de l'Afrique en matière de développement humain et social, élabore un programme d'action en matière de développement humain et social et détermine les modalités pour la mise en oeuvre, le suivi, l'évaluation et l'établissement des rapports en ce qui concerne la position commune. La Position commune africaine énonce ce qui suit :

"Le changement des conditions humaines et sociales défavorables en Afrique exige une réorientation de toute la base du développement dans la région. Cette réorientation doit se fonder sur les capacités locales et les renforcer tout en créant la confiance en soi chez les populations. Elle doit nécessairement s'accompagner d'une responsabilisation des populations, notamment des femmes et des jeunes, qui doivent être des agents d'un changement positif. Il faut, à cet égard, une stratégie globale et intégrée de développement et de transformation structurelle dont les préoccupations liées au développement humain doivent constituer l'élément principal. Cette stratégie exige non seulement des changements majeurs en matière de politique et une réorientation des ressources vers le développement humain aux niveaux national, sous-régional et régional mais aussi l'adoption par les partenaires du développement de l'Afrique, notamment les institutions internationales de développement, les donateurs bilatéraux, les ONG et les organisations populaires, de mesures similaires.

Outre ces mesures ou en plus de celles-ci, il faut établir un nouveau contrat entre les gouvernements africains et les populations africaines, leurs organisations et leurs communautés. Nous, gouvernements et populations d'Afrique, devons nous engager en faveur de ce contrat en vue du développement humain dans notre région.

Des investissements substantiels en matière de développement humain seront nécessaires dans les années à venir. Que ce soit pour accroître, réaffecter ou réorienter les engagements existants en matière de développement humain et social, la fourniture des ressources requises attestera dès le départ la fermeté de la volonté politique et de l'engagement dont font preuve les autorités, aux niveaux national et international, pour améliorer la situation en ce qui concerne les conditions humaines en Afrique. Etant donné que la responsabilité première se situe au niveau national, il est clair que les dispositions nationales doivent être complétées et renforcées par des mesures extérieures et par la création d'un environnement économique international favorable".

4. Pour faire en sorte que la **Position commune africaine** reçoive l'attention qu'elle mérite, Dr. Duri Mohamed, le Président de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain et Ministre de la planification économique de l'Ethiopie, a présenté au Comité préparatoire le document contenant la **Position commune africaine**.

5. Le document a été bien accueilli par le Comité préparatoire. Plusieurs délégations non africaines sont intervenues pour se féliciter de la Position commune et de nombreuses délégations africaines ont exhorté vivement à donner, dans le projet de Déclaration et dans le Plan d'action du Sommet, une place prééminente à la gravité des conditions humaines et sociales en Afrique ainsi qu'aux politiques et mesures pour faire face à cette situation, telles que contenues dans la Position commune africaine.

II. PREMIÈRE SESSION DU COMITE PREPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

6. La première session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social s'est tenue à New York du 31 janvier au 11 février 1994. C'était la première des trois réunions du Comité devant se tenir à partir de maintenant jusqu'au Sommet mondial pour le développement social, prévu du 6 au 12 mars 1995 à Copenhague (Danemark) au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

1. Ordre du jour de la session

7. Les principaux points à l'ordre du jour de la première session du Comité préparatoire étaient les suivants : Etat d'avancement des préparatifs du Sommet mondial pour le développement social; analyse des problèmes essentiels que doit examiner le Sommet et des politiques à suivre pour en atteindre les objectifs conformément à la résolution 47/92 de l'Assemblée générale; projet de règlement intérieur provisoire du Sommet et dispositions en ce qui concerne la deuxième session du Comité préparatoire et ordre du jour provisoire de celui-ci.

2. Débats

8. La première semaine de la réunion du Comité préparatoire a été essentiellement consacrée à un débat général sur les questions fondamentales devant être examinées par le Sommet au cours duquel plus de 70 délégations gouvernementales et 35 organisations non gouvernementales, inter-gouvernementales et organisations et organismes des Nations Unies ont fait des interventions portant largement sur les domaines liés à la situation sociale dans le monde; les perceptions sur le plan politique des objectifs et des conclusions du Sommet; la manière de définir les actions prioritaires; les modalités d'instaurer un environnement propice au développement social; le rôle de la société civile et des différents acteurs, particulièrement le système des Nations Unies et les institutions financières internationales dans la réalisation des objectifs du Sommet.

9. La deuxième semaine de la réunion du Comité préparatoire a été consacrée à des discussions informelles en séances plénières des trois thèmes essentiels devant être examinés par le Sommet, à savoir l'intégration sociale, l'atténuation de la pauvreté et le développement des emplois productifs. Ces discussions informelles

avaient pour base le document de travail n°1 intitulé "Eléments qui pourraient figurer dans le projet de déclaration et dans le projet de programme d'action" que le secrétariat avait élaboré.

3. Décisions adoptées par le Comité préparatoire

10. Les décisions les plus importantes de la session ont porté sur les conclusions escomptées du Sommet mondial pour le développement social. Le Comité préparatoire a décidé, à cet égard, que le projet de conclusions du Sommet devrait consister en une Déclaration et un Programme d'action. Elle a en outre décidé que la deuxième session du Comité préparatoire devrait examiner les projets de ces deux documents et demandé au Secrétaire général d'établir ces documents en tenant compte des trois thèmes essentiels et des onze objectifs qui figurent aux paragraphes 5 et 6 de la résolution 47/92 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1992 et des vues exprimées lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social en 1993 et de la première session du Comité préparatoire, en particulier les "éléments qui pourraient figurer dans le projet de Déclaration et dans le projet de Programme d'action" tels qu'indiqués dans la note établie par le Secrétariat et tels qu'ils ont été ultérieurement adoptés par le Comité¹. Ces deux projets doivent être publiés au plus tard le 1er juin 1994.

11. La Session a en outre décidé que le projet de déclaration devrait :

- a) Comprendre trois parties :
 - i) Diagnostic de la situation sociale mondiale et raisons motivant la convocation d'un sommet mondial;
 - ii) Principes, objectifs, stratégies et défis communs à prendre en considération par tous les acteurs aux niveaux local, national, régional et international;
 - iii) Prise d'un engagement et questions relatives à la mise en oeuvre et au suivi;
- b) Rester concis et focalisé et exprimer des valeurs et des objectifs communs en matière de politiques de développement social;
- c) Réaffirmer la teneur des accords, instruments, déclarations et décisions internationaux adoptés par le système des Nations Unies se rattachant aux objectifs et aux thèmes essentiels du Sommet;

12. Elle a aussi décidé que le **Programme d'action** devrait être pragmatique, novateur et efficace et comporter des objectifs clairs, des activités bien définies et les mesures d'application appropriées. Ce programme portera sur les cinq domaines suivants :

- a) Paramètres permettant d'assurer un environnement propice, aux niveaux international et national;
- b) Atténuation et élimination de la pauvreté généralisée;
- c) Emploi productif et réduction du chômage;

^{1/} Analyse des questions essentielles que doit aborder le Sommet et des mesures à prendre pour atteindre les objectifs du Sommet conformément à la résolution 47/92 de l'Assemblée générale, A/CONF/166/PC/L.8/Add.1 et L.8/Add.2.

d) Intégration sociale;

e) Moyens de mise en oeuvre et de suivi, y compris le rôle du système des Nations Unies, des institutions financières internationales et d'autres organisations intergouvernementales.

13. Ces décisions figurent dans le document A/CONF.166/PC/1.12 du 11 février 1994 qui constitue l'appendice II du présent document. Les "éléments qui pourraient figurer dans le projet de Déclaration et dans le projet de Programme d'action", et qui serviront à établir le projet de Déclaration et de Programme d'action, figurent comme appendice III au présent document.

14. Ce qui est particulièrement réjouissant, c'est qu'après la présentation de la Position commune africaine au Comité préparatoire, les interventions au cours du débat général sur la position commune et le soutien dont elle a bénéficié tant en Afrique que dans le monde ainsi que la Position commune africaine ont été ostensiblement et maintes fois mentionnés dans les "Eléments qui pourraient figurer dans le projet de Déclaration et dans le projet de Programme d'action", particulièrement au troisième point du paragraphe 3, aux paragraphes 19, 25 et 29 sous la section 11 intitulée "Situation spéciale de certains pays".

15. Au paragraphe 6 du document A/CONF.166/PC/L.12 contenant la décision du Comité sur les conclusions du Sommet, la session a invité : *" les gouvernements à communiquer au Secrétariat leurs observations sur un projet de déclaration et un projet de programme d'action et demandé au Secrétariat de distribuer ces observations lors de la deuxième session du Comité préparatoire."*

16. Le Comité préparatoire a aussi décidé que l'ordre du jour provisoire de la deuxième session du Comité préparatoire, prévue au Siège de l'ONU à New York, devrait être le suivant :

1. Adoption de l'ordre du jour et d'autres questions d'organisations;
2. Accréditation des organisations non gouvernementales conformément aux règles régissant leur participation définies dans la décision n°2 du Comité préparatoire;
3. Etat d'avancement des préparatifs du Sommet mondial pour le développement social;
4. Projet de conclusions du Sommet mondial pour le développement social; projet de déclaration et projet de programme d'action;
5. Projet de règlement intérieur du Sommet;
6. Examen de la situation concernant le Fonds d'affectation spécial;
7. Règlement intérieur provisoire du Sommet;
8. Adoption du rapport du Comité préparatoire;

17. Le Comité préparatoire a en outre décidé que les documents qui seraient élaborées pour la deuxième session du Comité préparatoire comprendraient les suivants :

1. Projet de conclusions du Sommet mondial pour le développement social (projet de Déclaration et projet de Programme d'action);

2. Examen des engagements internationaux existants des Etats membres, par le biais d'instruments internationaux (par exemple conventions et déclarations) ayant trait au développement social et aux trois thèmes essentiels; cet examen devrait porter sur les procédures de suivis et d'établissement des rapports;
3. Mise au point final et mise à jour du document de travail n°2 "Activités du système des Nations Unies dans le cadre des thèmes essentiels";
4. Mise au point final et mise à jour du document de travail n°3 "Informations sur les publications et indicateurs en matière de développement social dans le système des Nations Unies".

18. S'agissant de l'état d'avancement des préparatifs du Sommet mondial, le Comité préparatoire a prié vivement les Etats et d'autres organismes et secteurs de contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour permettre aux représentants des pays les moins avancés de participer; a noté la nécessité de séminaires, d'ateliers et d'autres activités pour examiner la question de la pauvreté; à exhorter les Etats membres à mettre en place des arrangements au niveau national et à élaborer des rapports sur les préparatifs du Sommet mondial; s'est félicité de la participation d'organisation non gouvernementales à tous les niveaux; a souligné le rôle important du système des Nations Unies et a mis l'accent sur la nécessité d'activités de recherche qui encourage les préparatifs du Sommet les plus larges possible et a souligné la nécessité d'un large programme d'information du public pour porter le Sommet à l'attention d'un public le plus large possible.

4. Activités de suivi par les Etats membres et les secrétariats de la CEA et de l'OUA

19. Il est nécessaire que les pays africains participent plus activement aux deux prochaines sessions du Comité préparatoire et au Sommet mondial lui-même afin de faire en sorte que les préoccupations de l'Afrique en matière de développement humain et social, les mesures visant à améliorer les conditions humaines et sociales en Afrique, telles que contenues dans la Position commune africaine soient soulignées comme il se doit dans le projet de Déclaration et dans le projet de Programme d'action à soumettre au Sommet, au Sommet et dans les décisions du Sommet. Evidemment, la Position commune africaine devrait être effectivement utilisée par les pays africains tout au long du processus en tant que point de vue collectif de l'Afrique sur les questions dont est saisi le Sommet et devront également faire partie des documents officiels du Sommet. La deuxième et troisième session du Comité préparatoire se tiendront à New York du 22 août au 2 septembre 1994 et du 16 au 27 janvier 1995 respectivement.

20. Pour faire en sorte que la Position commune africaine soit entérinée au niveau politique le plus élevée, elle a été soumise au secrétariat de l'OUA pour approbation par la 30ème session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA et par la 60ème session ordinaire du Conseil des ministres de l'OUA qui se tiendront en juin 1994 à Tunis. La Commission du travail de l'OUA a pris note de la Position commune africaine à sa session d'avril 1994.

21. Le Secrétariat continuera de travailler étroitement avec le Secrétariat du Sommet et fournira aussi un appui au Groupe et aux délégations africains durant les prochaines réunions du Comité préparatoire et du Sommet, en vue de faire en sorte que les préoccupations de l'Afrique en matière de développement humain et social, les mesures pour leur trouver des solutions ainsi que la Position commune africaine soient effectivement reflétées dans les documents et dans les décisions du Sommet.

Annexe I**POSITION COMMUNE AFRICAINE SUR LE DEVELOPPEMENT
HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE****PREAMBULE**

1. Nous, gouvernements de pays africains représentés par nos ministres responsables du développement humain et social, réunis à Addis-Abeba du 20 au 21 janvier 1994, dans le cadre de la Conférence régionale préparatoire du Sommet mondial pour le développement social prévu à Copenhague (Danemark) du 6 au 12 mars 1995, affirmons avec force l'importance primordiale de l'être humain en tant qu'initiateur et bénéficiaire du développement, en tant que moyen et fin et en tant qu'agent par lequel toutes les activités de développement doivent être entreprises.
2. Indépendamment du stade et de l'orientation du développement, la fin de la guerre froide et les progrès de la démocratie offrent maintenant une occasion historique unique de répondre aux aspirations communes pour un meilleur avenir et donner la primauté au bien-être des individus et des collectivités.
3. Le Sommet mondial pour le développement social, qui se tient à la veille du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et tout juste après le 30ème anniversaire de l'OUA est une occasion unique et appropriée pour la communauté internationale tout entière d'examiner les préoccupations fondamentales en matière de développement humain et social communes au genre humain tout entière de réaffirmer notre détermination et renforcer notre solidarité pour ce qu'est de réaliser les idéaux de paix, de progrès, de dignité et de justice "dans une liberté plus grande" tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies. A cette fin, le Sommet pour le développement social devrait fournir au monde une référence pour améliorer la condition humaine à l'aube du nouveau millénaire.
4. En conséquence nous affirmons que le développement ne peut être durable que dans la mesure où il est axé sur l'être humain, ce qui fait inévitablement que nous sommes absolument convaincus qu'il faut de nouvelles méthodes novatrices pour relever les défis communs qui sont la persistance de la pauvreté, les disparités énormes quant à la qualité de la vie, les taux élevés de chômage, les effets sociaux défavorables de stratégies de développement économique fondées sur le marché, la désintégration du tissu social, les appréhensions suscitées par la dégradation de l'environnement et la pollution, l'instabilité créée par les tensions ethniques, la guerre civile, les luttes intestines et les conflits entre Etats.
5. Nulle part le dénuement humain n'est plus aigu que dans notre région. L'Afrique demeure la seule région où les conditions humaines et sociales continuent de susciter de graves préoccupations. Plus d'une décennie de déclin économique s'est accompagnée d'une détérioration considérable et même d'une inversion des progrès accomplis en matière de bien-être humain. Environ près de la moitié de la population de la région vit dans la pauvreté absolue. La malnutrition et la faim sont généralisées. Le chômage et le sous-emploi ont atteint des taux élevés insupportables. Une foule de maladies, notamment la recrudescence d'un bon nombre qui avaient été éradiquées, menacent la santé et la vie de millions d'Africains. L'accès à l'éducation, a baissé et a eu un effet négatif sur la formation des compétences pour un développement autonome et soutenu et des taux d'accroissement démographiques élevés ont également entravé aussi les possibilités d'éduquer les enfants dans de nombreux pays et accru la demande de services sociaux. Des conflits armés perpétuels et la guerre civile continuent d'affliger la région, entraînant des pertes terribles de vies humaines, des déplacements de populations ainsi que des millions de réfugiés.

6. Pour inverser cet état de choses inquiétant, il faut mener une action simultanée et globale se fondant sur un ordre de priorité bien défini. Un engagement total et des actions globales sont requis aux niveaux national, régional et international. A cette fin, nous, gouvernements et peuples africains, devons assumer la responsabilité primordiale d'un changement significatif et durable. Cependant nous restons convaincus qu'il faut un environnement sur le plan extérieur qui appuie et complète nos efforts.

7. Reconnaissant la situation critique en Afrique, il nous revient à nous, en tant qu'Africains et qu'il revient aussi à nos partenaires extérieurs de faire le bilan de la situation actuelle et de nous engager à appliquer un programme d'action pour le développement humain et social dans la région. A cet égard, le Sommet revêt une signification particulière pour l'Afrique et ses populations. Cette conviction n'en souligne que davantage les points essentiels de la Position commune africaine sur le développement social et humain en Afrique.

8. C'est dans ce cadre que l'Afrique tient à appeler l'attention de la communauté internationale sur sa Position commune.

I. LE POINT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE

9. A l'heure actuelle, les Africains sont, dans leur écrasante majorité, enfermés dans un cercle vicieux d'ignorance, de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, de malnutrition, de faim, de maladies, de mauvaise santé et de pénurie de logement. Ces fléaux se combinent de façon destructive pour aggraver davantage d'autres problèmes sociaux, en particulier des structures familiales faibles, la criminalité, l'abus des drogues, le manque de logements, les enfants des rues, la délinquance et la prostitution.

10. Les inégalités croissantes, les disparités et la polarisation sociale font que ces tendances défavorables entraînent la marginalisation et l'exclusion de groupes sociaux tels que les femmes, les chômeurs permanents et les pauvres. La désintégration sociale est telle que le tissu social dans la plupart des pays est aujourd'hui plus grave qu'avant.

11. En plus de cela, depuis les indépendances des années 60, des millions de vies ont été perdues du fait de conflits armés, de guerres civiles et des actes de déstabilisation du régime d'apartheid. Au cours de la même période, encore des millions d'Africains ont dû se réfugier dans divers pays. Du fait de la guerre civile, les personnes déplacées ont constitué un phénomène grave sur notre continent.

12. La situation sociale difficile de l'Afrique a des origines complexes et s'explique par une combinaison de facteurs économiques, sociaux, écologiques et politiques. La crise économique découle essentiellement de la structure déséquilibrée des économies africaines, aggravée par l'échec des politiques de gestion économique et la faiblesse sur le plan institutionnel. Des politiques défavorisant les campagnes ont entraîné le délaissement de la production vivrière et a sapé le développement des régions rurales, sans parler des capacités des populations. Tous ces facteurs se sont combinés pour encourager l'exode rural, la dislocation, le chômage, la pauvreté et une foule d'autres problèmes sociaux. Les programmes d'ajustement structurel ont également produit des effets néfastes sur les conditions sociales et humaines.

13. Plusieurs facteurs externes dictés par l'ordre économique international ont aussi contribué aux difficultés économiques de la région. Il y a eu en particulier la baisse considérable tant du volume que des cours des exportations de l'Afrique durant les années 80. En conséquence, les recettes d'exportation ont atteint leur niveau le plus bas et les crises chroniques de balance des paiements se sont accompagnées d'une dette extérieure qui pour l'ensemble de la région, a atteint 282 milliards de dollars à la fin de 1992¹. Le service de la dette constitue un fardeau très lourd qui prive la région de 26,1 milliards de dollars EU chaque année, alors qu'on a cruellement besoin de ces ressources pour le développement. S'y ajoutent l'inéquité des politiques

commerciales, le faible niveau des investissements étrangers directs et l'insuffisance du transfert et de l'assimilation des techniques pertinentes.

14. Par dessus tout, on remarque qu'il y a dans de nombreux pays une crise d'administration et en particulier que des structures démocratiques, la participation populaire, la responsabilité politique et la transparence, sont quasi inexistantes et que les politiques et les institutions sont faibles. La transition démocratique ne s'est pas non plus opérée sans problèmes.

15. En raison de ce qui précède, les conditions humaines et sociales ne sont nulle part plus précaires qu'en Afrique. Les indicateurs clefs du bien-être humain se sont détériorés rapidement durant les années 80, tendance qui s'est poursuivie dans les années 90. De ce fait, les progrès réalisés dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'autosuffisance alimentaire et la nutrition, entre autres, ont été inversés.

A. Pauvreté

16. Un nombre réduit de possibilités d'emploi productif dans le contexte d'économies stagnantes et une population de 622 millions en 1992 augmentant au taux annuel moyen de 3,2% constituent peut-être le défi le plus redoutable quand il s'agit de s'attaquer à la cause même du problème de la pauvreté. Les données chronologiques sur le revenu par habitant débouchent sur la conclusion inévitable que la pauvreté en Afrique est sérieuse et très grave. Le revenu par habitant dans l'ensemble de la région est tombé de 732 dollars EU en 1980 à 654 dollars en 1992 soit un taux annuel moyen de 1%. Pour l'Afrique subsaharienne, le revenu réel par habitant est tombé de 563 dollars EU en 1980 à 485 dollars en 1992². En 1985, on estimait que plus de 105 millions d'Africains vivaient dans la pauvreté. En 1990 ce nombre était 216 millions et devrait atteindre 304 millions - environ la moitié de la population de la région - en l'an 2000³.

17. La pauvreté rurale est généralisée. Le revenu et la consommation d'environ 60% de la population rurale en Afrique subsaharienne sont en dessous du niveau de pauvreté défini sur le plan national⁴. Mais l'urbanisation rapide qui maintenant touche près de 10% de la population, s'accompagne d'une aggravation de la pauvreté urbaine. De fait, les conditions épouvantables dans lesquelles vivent les pauvres des villes sont un spectacle déprimant dans la plupart des villes africaines.

18. En général ce sont les femmes et les ménages dirigés par des femmes qui croulent le plus sous le fardeau de la pauvreté. De plus, la pauvreté chez les femmes a des répercussions directes sur la pauvreté des familles. On estime qu'environ un tiers des ménages africains est dirigé par des femmes. On estime en outre que la proportion des femmes vivant dans la pauvreté absolue a atteint 50% au cours des 20 dernières années contre 30% pour les hommes au cours de la même période⁵.

19. Ces tendances sont d'autant plus graves que les projections montrent que la pauvreté s'aggraverait en Afrique alors qu'elle diminuera dans d'autres régions du monde. La pauvreté globale touche l'Afrique considérablement, le taux passant de 16% au milieu des années 80 au chiffre effarant de 32% à la fin du siècle⁶.

20. Il en résulte que le défi que pose l'atténuation de la pauvreté est devenu dans les années 90 plus redoutable qu'à l'époque des indépendances des années 60. Outre la marginalisation politique, économique et sociale qu'elle crée, la pauvreté a des effets particulièrement dévastateurs sur la structure de la famille et sur les perspectives d'intégration sociale. Le spectacle familial d'enfants des rues dans les régions urbaines, coupés de leur famille et obligés de se débrouiller, n'est qu'un exemple⁷. Dans cette mesure, la stagnation économique dans la plupart des pays africains depuis les années 80 se reflète pleinement dans la détérioration de la condition humaine.

B. Chômage et sous-emploi

21. Bien que les données sur l'emploi en Afrique soient incomplètes, dépassées et peu fiables, les faits indiquent une grave crise de l'emploi. Il y a eu un taux de progression de l'emploi productif de 2,4% par an en 1991 alors que l'accroissement de la population active au cours de la même période a été de 3,2%⁸.

22. Sur le plan de la répartition, la part de la population active salariée dans le secteur moderne est non seulement faible mais aussi en baisse, tombant de 10% en moyenne pour la région en 1980 à moins de 8% en 1990⁹. En revanche, l'emploi dans le secteur informel urbain a progressé au cours des années 80 et 25% de la population active en 1991 travaillaient dans ce secteur ce qui dénote une informalisation accrue du marché du travail¹⁰. Les secteurs ruraux agricole et non agricole employaient les deux autres tiers.

23. On estime que le chômage déclaré est passé de 7,7% en 1978 à 22,8% en 1990 et qu'il atteindra, selon les projections 30% en l'an 2000¹¹. Le chômage est particulièrement élevé dans les régions urbaines bien qu'il commence à se manifester de plus en plus dans les régions rurales aussi. Les taux d'exode rural inouïs (personnes déplacées en raison de la guerre, effondrement des services agricoles et ruraux) et la désillusion générale suscitée par les conditions de vie dans les régions rurales ont aggravé le problème du chômage dans les centres urbains. D'autres facteurs contribuant à la détérioration de la situation de l'emploi dans certains pays sont notamment la sécheresse, la dégradation de l'environnement physique et les guerres civiles.

24. Par ailleurs, le recours à la déflation des agents de l'Etat et au gel de l'emploi dans la fonction publique et les entreprises d'Etat, dans le cadre de la réduction des dépenses publiques accompagnant les programmes de redressement économique, a contribué au chômage. Durant le début des années 80, le secteur public fournissait plus de 50% des emplois du secteur formel dans la région. On s'attend à ce que cette part tombe à 30-35% de l'emploi salarié moderne durant les années 90¹². Un petit nombre de programmes de redéploiement ou de recyclage a été lancé ou maintenu. En outre, la déflation des agents de l'Etat ne s'est pas accompagnée d'une augmentation substantielle des salaires ni de meilleures conditions d'emploi ni d'autres incitations pour ceux qui restaient en poste afin de réduire la corruption et les pratiques immorales entraînées par les difficultés personnelles, améliorer la productivité du secteur public et relever le moral¹³.

25. Un aspect particulièrement inquiétant de l'évolution du chômage, c'est la présence de plus en plus importante de jeunes gens (15-24 ans) parmi les chômeurs. En outre, dans cette catégorie, le chômage est en général plus élevé chez les jeunes femmes. A cet égard, il conviendrait de noter que l'Afrique est la seule région où la proportion de jeunes dans la population globale continuera d'augmenter au cours des 30 prochaines années.

26. Pour aggraver les choses, la réduction pendant les années 80 des ressources consacrées à l'éducation en Afrique a nui aux efforts visant à améliorer l'enseignement et à le rendre plus adapté aux besoins. C'est pourquoi un nombre accru de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail avec des connaissances et des qualifications que les employeurs ont de plus en plus de mal à utiliser. Et en dépit des pénuries bien connues de cadres dans les domaines clefs du développement, un nombre toujours plus grand de diplômés n'arrivent pas à être pleinement et judicieusement employés. En outre, les conditions prévalant sur le lieu de travail et au sein de la société dans son ensemble, couplées avec les difficultés économiques que traversent les pays africains depuis le début des années 80, ont entraîné l'exode des compétences. Cette tendance, qui se traduit par la perte des techniciens et des cadres moyens et supérieurs dont l'Afrique a tant besoin, s'est poursuivie sans relâche et ne se ralentira ni ne disparaîtra que si les conditions socio-économiques s'améliorent¹⁴.

27. Le sous-emploi, qu'on peut assimiler à une productivité relativement faible, est un phénomène qui se constate dans le vaste secteur rural en Afrique ainsi que dans le secteur informel tentaculaire. Il a augmenté au cours des années 80 et on estime qu'il touche environ 90 millions de personnes dans la région ¹⁵. Parmi les causes figurent le mauvais état de santé et l'état nutritionnel de larges couches de la population active, le caractère inadapté de l'enseignement et de la formation ainsi que les techniques rudimentaires de production. Aggravant cette situation, les politiques nationales et la gestion économique ont rarement fourni un environnement propice à l'esprit d'entreprise.

28. Les salaires réels ont baissé d'environ 10% par an entre 1980 et 1990 du fait de dévaluations massives et répétées de la monnaie nationale et de taux d'inflation élevés. De fait, les salaires minimums réels dans de nombreux pays africains sont tombés au dessous du seuil de pauvreté défini sur le plan national ¹⁶. Cela a eu des conséquences néfastes sur les conditions humaines et sociales, la structure des incitations et la productivité de la main-d'oeuvre.

29. Comme conséquence de la gravité du chômage, des forts taux d'inflation et de la baisse de l'emploi et de la baisse des salaires réels, il y a eu une forte érosion des niveaux de vie. Cela a contribué à aggraver la pauvreté. Ce phénomène, s'ajoutant à des conditions sociales et politiques ainsi qu'à une situation de l'emploi défavorables, force de nombreux professionnels, techniciens et même des travailleurs non qualifiés en Afrique à émigrer sous d'autres cieux pour une vie meilleure. En fait, l'exode des compétences constitue aussi une entrave aux efforts visant à promouvoir le redressement économique.

C. Alphabétisation, éducation et formation

30. Seulement environ deux hommes sur trois et une femme sur trois sont scolarisés. En dépit des efforts louables déployés dans ce sens par les pays africains, en particulier immédiatement après l'accession à l'indépendance, l'accès à l'enseignement et à la formation à tous les niveaux en Afrique continue d'être limité, ce qu'indique clairement la baisse des taux d'inscription bruts. Entre 1985 et 1989, le taux d'inscription brut dans les écoles primaires a augmenté à un taux moyen annuel de 2%; dans les écoles secondaires il a augmenté de 5,3% et dans l'enseignement supérieur de 5,9% ¹⁷. Cependant au début des années 90, l'accroissement des taux d'inscription à tous les niveaux représentait entre le tiers et la moitié des taux d'inscription dans les années 70, la baisse la plus importante étant enregistrée dans l'enseignement primaire. C'est ce que montre la diminution de la proportion des enfants africains du groupe d'âge pertinent dans les écoles primaires, qui est passée de 79% en 1980 à 72% en 1990 ¹⁸. Ces chiffres sont alarmants compte tenu du taux élevé d'analphabétisme en Afrique.

31. Les grandes disparités dans la répartition des services éducatifs et l'accès à l'éducation, les faibles taux d'inscription des filles, le nombre important de filles qui abandonnent les études, le nombre élevé des redoublements sont également une caractéristique du système éducatif de nombreux pays africains. L'éducation des femmes est particulièrement importante en raison de ses effets multiplicateurs reconnus sur le processus de développement. Des études et des expériences ont montré que des taux élevés d'éducation chez les femmes sont inversement liés à des taux élevés de fécondité. En outre, l'éducation des femmes a généralement un effet bénéfique sur l'état nutritionnel de la famille, ce qui réduit les risques de morbidité et de mortalité.

32. Les réductions des dépenses publiques consacrées à l'éducation, les places limitées dans les écoles secondaires, l'augmentation des frais de scolarité et les diverses contributions demandées aux enfants ont pratiquement gommé les progrès réguliers réalisés dans le domaine de la scolarisation. Moins d'un tiers des enfants africains fréquentent maintenant l'école secondaire. De même les taux d'inscription dans les établissements d'enseignement technique et professionnel ont diminué considérablement et ces importants domaines n'ont pas bénéficié de toute l'attention voulue. En outre, seulement 2% en moyenne du groupe ayant

l'âge requis fréquentent l'université ou un établissement d'enseignement post-secondaire. Ces tendances ainsi que des programmes dépassés, les ouvrages de mauvaise qualité, des méthodes d'enseignement discutables et des ressources insuffisantes ont des effets défavorables sur la formation des compétences et en conséquence sur le secteur informel et le développement de l'entreprise. Par conséquent, la capacité d'utiliser et d'assimiler les idées et technologies du développement moderne et de favoriser leur essor, est limitée.

33. Par ailleurs, on estime dans certains milieux que l'Afrique ne met pas beaucoup l'accent sur l'enseignement supérieur, spécialement, l'enseignement universitaire puisque le taux de revenu social comparatif est plus faible que pour l'enseignement secondaire et primaire. C'est là une politique erronée qui fait fi de beaucoup de réalités. Par exemple cette politique ne reconnaît pas le rôle important de l'enseignement universitaire tenant compte du développement et lui étant lié pour ce qui de préparer les personnes à assumer des fonctions de responsabilité dans le gouvernement, dans les entreprises et sur le plan professionnel. Il sous-estime aussi le rôle primordial des universités en tant que centres de recherche liée au développement dans des domaines allant de l'économie à l'environnement, des ressources naturelles aux questions de nationalité; et minimise l'importance du lien entre les connaissances et les ressources humaines autochtones et l'adaptation du processus de développement aux conditions locales. S'il n'y a pas une acquisition des connaissances et techniques qui sont si cruciales pour accélérer la croissance et le développement et les rendre durables, l'Afrique ne pourra pas du tout parler d'avenir et à cet égard, le rôle des établissements d'enseignement supérieur africains est crucial.

34. Dans la mesure où la mise en valeur des ressources humaines permet, par l'éducation et la formation de stimuler et de faciliter l'esprit d'entreprise, d'accroître la productivité et la croissance économique, une régression dans ce domaine pose un grave obstacle au développement durable. A cet égard, l'alphabétisation, l'éducation et la formation à tous les niveaux doivent être considérées comme des investissements cruciaux devant être épargnés par les coupes budgétaires. Les pays en développement sont confrontés à des défis de plus en plus redoutables par suite des rapides progrès technologiques, des changements qui surviennent sur les marchés mondiaux, ainsi qu'en raison d'autres tendances et facteurs relatifs à la politique générale influant sur les atouts relatifs de l'Afrique et sa capacité à être compétitive sur les marchés nationaux et internationaux. Le développement industriel s'avère donc crucial pour le développement global de la région. Aussi la mise en valeur des ressources humaines aux fins de l'industrialisation, grâce à l'enseignement et à la formation, est-elle capitale dans ce processus.

D. Alimentation et nutrition

35. L'Afrique est essentiellement une région agro-pastorale mais la production vivrière et agricole diminue considérablement depuis les années 60. Aujourd'hui près de 25% des besoins alimentaires sont couverts par des importations et l'aide alimentaire. Il est vrai que la sécheresse, la désertification et d'autres facteurs naturels ont contribué à la baisse de la production alimentaire, mais ce ne serait pas juste d'imputer la crise alimentaire entièrement au climat. Des politiques où l'agriculture et le développement rural étaient négligés et l'instabilité politique sont également des facteurs importants parmi les causes de la crise alimentaire ¹⁹.

36. En raison de la baisse de la production alimentaire par habitant, l'apport calorique journalier n'a couvert en moyenne que 92% des besoins au cours des dix dernières années. Le nombre d'Africains incapables d'assurer le minimum de 1600 - 1700 calories par jour est passé de 99 millions en 1980 à 168 millions en 1990/91 ²⁰. Ce qui représente une augmentation de près de 70%.

37. Du fait que l'autosuffisance alimentaire n'est pas assurée et que les pays accusent des déficits vivriers, il y a partout une malnutrition sévère se manifestant par la malnutrition protéo-calorique (MPC), une anémie ferriprive, une avitaminose A et des troubles causés par des carences en iode, autant de manifestations d'une

carence en éléments nutritifs. Les conséquences de cette situation sur les adultes sont notamment une faible productivité et une vulnérabilité aux maladies. Les enfants sont les plus touchés. En 1990, sur 177 millions d'enfants mal nourris dans le monde, 30 millions environ étaient des enfants africains ²¹.

38. La malnutrition, particulièrement la malnutrition protéo-calorique retarde aussi bien la croissance que le développement de l'enfant. De plus, une MPC modérée ou sévère multiplie les risques de décès par suite de maladies contagieuses. De même l'anémie nutritionnelle et l'avitaminose A accroissent la morbidité et la mortalité chez les jeunes enfants alors que les troubles liés à la carence en iode entraînent une perturbation des fonctions mentales et intellectuelles chez les enfants et chez les adultes ²².

E. Santé

39. La crise socio-économique de l'Afrique a eu un effet particulièrement dévastateur sur le secteur de la santé, entraînant de sévères réductions budgétaires et un effondrement presque total de l'infrastructure sanitaire dans de nombreux pays. Les médicaments essentiels font défaut. Le rapport des agents des services de santé à la population est l'un des plus faibles au monde, par exemple en 1992 en Afrique subsaharienne, il y avait un médecin pour 24 380 personnes en moyenne contre un médecin pour 480 personnes dans les pays industrialisés²³. Ces rapports ne se sont pas sensiblement améliorés ces dernières années. Par ailleurs ce rapport moyen masque de sérieuses différences entre les pays ainsi qu'entre les régions rurales et urbaines des pays ²⁴. Plus de la moitié de la population africaine n'a pas accès aux centres et services de santé modernes et un tiers ou plus n'ont pas accès à l'eau potable et ni à des systèmes d'assainissement adéquats, la mortalité des enfants âgés de moins de cinq ans en Afrique est parmi la plus élevée du monde.

40. Un nombre très élevé d'Africains continue de succomber à des maladies qui, dans d'autres régions du monde ont été jugulées grâce à une amélioration de la santé publique et des conditions de vie et à l'application de méthodes préventives. Beaucoup de maladies communes, notamment les affections gastro-intestinales, les parasitoses, le paludisme, la tuberculose, le choléra, la diarrhée, la rougeole etc., continuent de faire beaucoup de décès. De l'eau contaminée a causé la mort de millions de personnes. Des maladies d'origine hydrique sont les causes les plus courantes de décès chez les enfants. En plus de cela, la pandémie du VIH/SIDA fait rage dans la région.

41. Les statistiques sont tout simplement stupéfiantes. Le paludisme a tué près de 1,5 million d'enfants de moins de 5 ans en 1989 ²⁵. En moyenne, la diarrhée tue 1,5 million d'enfants chaque année. On estime qu'en 1991 environ 42% de tous les cas de diarrhée dans le monde se sont produits en Afrique ²⁶. De plus, des progrès considérables ont été réalisés en matière de santé préventive grâce au Programme élargi de vaccination (PEV) contre les six principales maladies mortelles chez les enfants. Cependant, des maladies telles que le paludisme, la diarrhée, la pneumonie et des maladies respiratoires aiguës qui ont tué des millions d'enfants ne sont pas couvertes par le PEV.

42. La propagation de la pandémie du SIDA en Afrique constitue une menace sérieuse. Sur les 12 à 13 millions de personnes environ atteintes par le SIDA dans le monde en 1991, près de 50% se trouvaient en Afrique. En 1993 selon les estimations, 7 millions d'Africains étaient atteints par le SIDA, dont 1 million de nouveau-nés. Si des mesures efficaces ne sont pas prises pour arrêter les risques d'infection par le SIDA, c'est une catastrophe sans précédent qui va se produire ²⁷.

43. D'après ce qui précède, on voit clairement que pratiquement tous les indicateurs montrent que les taux de morbidité et de mortalité sont plus élevés en Afrique que dans le reste du monde. De fait, le taux de mortalité des moins de 5 ans en Afrique, qui est de 179, est le plus élevé au monde. L'espérance de vie moyenne de 55,5 ans est inférieure de 10 ans à la moyenne mondiale. Inutile de le dire, la maladie et la

morbidité diminuent la productivité de la population, accroissent la pauvreté et ont des conséquences défavorables pour l'économie. L'avancée du désert et la détérioration de l'environnement constituent une autre menace à la santé en Afrique. La pénurie de ressources financières fait que certains pays acceptent d'être de déchets toxiques, ce qui est un risque pour la santé. La promotion du développement social doit donc tenir compte de la protection de l'environnement et éviter les dépôts de déchets toxiques.

F. Conflits, guerres civiles et désintégration sociale

44. Les conflits armés, les guerres civiles, l'apartheid et la désintégration sociale ont été des obstacles majeurs au développement. Les conflits armés se produisent dans les pays et entre Etats lorsque des factions et des groupes rivaux ont recours à la violence plutôt que des moyens pacifiques pour régler leurs différends. Au cours de la période 1960-1993, il y a eu plus de 24 véritables guerres, tandis qu'à l'heure actuelle on dénombre 12 conflits internes dans plusieurs pays africains. Bien qu'il soit difficile de disposer de données fiables sur les morts causées par de tels conflits, on estime cependant que de près de 7 millions de personnes ont perdu la vie entre 1960 et 1990. Les guerres civiles sont étroitement liées à des mouvements contestataires contre les structures autoritaires de gouvernement ainsi qu'à des affrontements entre ethnies et entre communautés. En outre l'aggravation de la crise socio-économique, l'ostracisme dont sont l'objet les groupes deshérités et marginalisés, la pauvreté et l'aliénation ont entraîné l'affaiblissement de la famille et aggravé en conséquence la désintégration sociale. La criminalité, la délinquance, la prostitution, l'abus des drogues, les sévices sur les enfants et les tensions familiales sont parmi les conséquences de cette situation²⁸.

45. Les conflits armés, les guerres civiles et la désintégration sociale ont un effet dévastateur sur le progrès socio-économique de l'Afrique, car ils détruisent l'infrastructure physique et sociale, les systèmes d'irrigation, perturbent les activités agricoles et entraînent l'effondrement de la société civile, la désorganisation de la famille et le déplacement des populations. A ce sujet, il convient de mentionner que plus de 20 millions d'Africains sont des réfugiés et des personnes déplacées, ce qui représente environ la moitié des réfugiés dans le monde²⁹.

46. Parallèlement à la détérioration de tous les indicateurs du développement humain et social, il y a l'effondrement presque total de la capacité institutionnelle de l'Afrique. Les hôpitaux et les centres de santé manquent du matériel et des médicaments les plus nécessaires; les écoles ne disposent pas des instruments pédagogiques et des nécessités fondamentales tels que la craie; les universités et les institutions africaines qui étaient la pépinière des dirigeants, spécialistes et techniciens de la région sont devenues des institutions peu performantes. Le moral de ceux qui travaillent dans un bon nombre de ces institutions est au plus bas, ce qui influe négativement sur la productivité et contribue à un exode des compétences vers d'autres régions. Mais peut-être le plus grave handicap est l'affaiblissement des capacités institutionnelles aussi bien publiques que privées ayant pour objet de formuler, d'exécuter et de suivre le développement humain. Sans un effort concerté pour reconstruire et réhabiliter les institutions africaines, il est totalement irréaliste de parler de développement et de changement.

47. Bien que la situation du développement humain et social soit critique, on ne saurait méconnaître les nombreux succès enregistrés dans divers domaines sociaux par plusieurs Etats africains. On ne devrait pas non plus négliger le rôle joué par les religions, les coutumes, les traditions et la structure sociale autochtone d'Afrique, en particulier la famille élargie, pour protéger le tissu social et instaurer un soutien mutuel dans de nombreuses familles et collectivités locales.

II. PRINCIPAUX OBJECTIFS ET PREOCCUPATIONS DE L'AFRIQUE EN MATIÈRE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

48. L'examen des conditions humaines et sociales qui précède montre qu'il n'y a pas de tâche et de défi plus urgents auxquels est confrontée l'Afrique que de s'attaquer avec constance aux causes profondes du dénuement humain et du manque de dignité. La nécessité urgente de faire face aux multiples défis du dénuement humain et de rétablir la dignité de millions d'Africains se fonde sur la reconnaissance du fait que l'être humain doit être au centre de tous les efforts de développement comme on l'a bien indiqué dans la **Déclaration de Khartoum**³⁰. En effet, les personnes démunies et marginalisées, notamment les femmes et les jeunes, n'attendent rien d'autre que la reconnaissance de leur sort et la mise en oeuvre de mesures soutenues pour surmonter les difficultés qu'elles rencontrent. A cet égard, on peut recenser quatre principales préoccupations intimement liées comme suit:

- a) Atténuation de la pauvreté;
- b) Création et maintien d'emplois productifs et de revenus;
- c) Renforcement de l'intégration sociale, de la cohésion nationale, de la paix et de la stabilité politique dans la région;
- d) Promotion de la démocratisation, des droits de l'homme et de la participation populaire.

49. Ces préoccupations influent les unes sur les autres et exigent une action concertée sur plusieurs plans pour atteindre certains objectifs, notamment:

- a) Placer le bien-être des populations au centre de tous les programmes, politiques et initiatives de développement;
- b) Mettre en valeur et utiliser efficacement les ressources humaines;
- c) Assurer l'application effective des recommandations de la Déclaration de Dakar/Ngor concernant la population, la famille et le développement durable;
- d) Faire en sorte que les politiques et programmes de population soient élaborés avec la participation des populations et appliqués en coordination avec les politiques relatives au développement durable et accéléré;
- e) Accorder l'attention et la priorité voulues aux conséquences sociales des stratégies de gestion économique axées sur le marché;
- f) Investir dans la mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux et du logement ainsi que dans la promotion de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires;
- g) Créer un environnement propice propre à favoriser l'esprit d'entreprise et le développement de l'entreprise privée de sorte à créer des emplois productifs et des revenus;
- h) Offrir des possibilités viables pour l'application et l'utilisation productive des capacités et des moyens humains.

- i) Promouvoir la paix, la stabilité politique et l'intégration sociale et éliminer les séquelles de l'apartheid;
- j) Porter une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables.
- k) Eradiquer l'injustice et toutes les formes de pauvreté et de dénuement afin d'assurer la justice sociale;
- l) Assurer la démocratie participative et la mobilisation des populations afin de répondre à leurs besoins sociaux et assurer l'autosuffisance;
- m) Mettre en place les institutions législatives ainsi que les structures nécessaires pour l'exécution du programme de développement social.

50. Le développement soutenu sans une exploitation et une utilisation judicieuses des capacités et moyens humains n'est ni concevable, ni possible. En effet, c'est un truisme que le développement humain "construit le développement autour des individus et ne favorise jamais le développement au détriment des populations"³¹. En d'autres termes, le développement doit englober les aspirations des populations et être soutenu par les populations elles-mêmes grâce à leur participation pleine et active.

51. Les aspects humains du développement doivent sous-tendre tous les autres objectifs, qu'ils soient économiques, culturels, politiques, écologiques ou d'ordre spirituel. L'Afrique doit s'affranchir du cercle vicieux de la pauvreté, des conditions sociales déplorables et de la dépendance pour réaliser une croissance et un développement autonomes et auto-entretenus. Pour ce faire, une transformation des économies africaines s'impose. Celle-ci ne peut être réalisée qu'en investissant dans les capacités des populations et en les renforçant tout en améliorant la situation économique et sociale.

52. Un environnement caractérisé par la stabilité politique, la paix et la sécurité des personnes constitue une condition nécessaire pour que la population agisse avec confiance et assurance et de manière prévisible. Il s'ensuit que le coût humain des conflits armés et des troubles intérieurs dans les deux tiers des 52 Etats africains en 1993 est incalculable ³². Il est clair donc que la sécurité des personnes, le règlement des conflits par des moyens pacifiques et la stabilité politique constituent des conditions fondamentales préalables à tout développement axé sur l'homme.

53. Ainsi, l'on ne soulignera jamais assez l'importance qu'il y a à s'attaquer résolument aux multiples aspects de la pauvreté grâce au dynamisme libéré des entrepreneurs, à la promotion de l'initiative individuelle, aux activités génératrices de revenu et à la création d'emplois productifs. Sans stratégies novatrices et originales de création d'emplois productifs et de revenu, la stagnation politique et la pauvreté persisteront.

54. La conclusion directe qui en découle est que les interventions et efforts faits aux niveaux national et international pour promouvoir le redressement économique et le développement durable doivent viser le développement axé sur l'homme. En d'autres termes, le but ultime du développement devrait être d'assurer le bien-être général des populations par l'amélioration continue de leur niveau de vie.

III. PROGRAMME D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL DANS LES ANNEES 90 ET AU-DELA

55. Le changement des conditions humaines et sociales défavorables en Afrique exige une réorientation de toute la base du développement dans la région */. Cette réorientation doit se fonder sur les capacités locales et les renforcer tout en créant la confiance en soi chez les populations. Elle doit nécessairement s'accompagner d'une responsabilisation des populations, notamment des femmes et des jeunes, qui doivent être des agents d'un changement positif. Il faut, à cet égard, une stratégie globale et intégrée de développement et de transformation structurelle dont les préoccupations liées au développement humain doivent constituer l'élément principal. Cette stratégie exige non seulement des changements majeurs en matière de politique et une réorientation des ressources vers le développement humain aux niveaux national, sous-régional et régional mais aussi l'adoption par les partenaires de développement de l'Afrique, notamment les institutions internationales de développement, les donateurs bilatéraux, les ONG et les organisations populaires, de mesures similaires.

56. Outre ces mesures ou en plus de celles-ci, il faut établir un nouveau contrat entre les gouvernements africains et les populations africaines, leurs organisations et leurs communautés. Nous, gouvernements et populations d'Afrique, devons nous engager en faveur de ce contrat en vue du développement humain dans notre région.

57. Des investissements substantiels en matière de développement humain seront nécessaires dans les années à venir. Que ce soit pour accroître, réaffecter ou réorienter les engagements existants en matière de développement humain et social, la fourniture des ressources requises attestera dès le départ la fermeté de la volonté politique et de l'engagement dont font preuve les autorités, aux niveaux national et international, pour améliorer la situation en ce qui concerne les conditions humaines en Afrique. Etant donné que la responsabilité première se situe au niveau national, il est clair que les dispositions nationales doivent être complétées et renforcées par des mesures extérieures et par la création d'un environnement économique international favorable.

A. Mesures au niveau national

1. Réorientation des politiques

a) Atténuation de la pauvreté

58. Aucune intervention ponctuelle, aucune approche classique qui manque de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et du dénuement ou de mettre en valeur et utiliser efficacement les ressources et les capacités humaines ne peut entraîner d'améliorations significatives dans ce domaine. Relever le défi qui consiste à atténuer la pauvreté en Afrique exige une approche globale. Par conséquent, et c'est la position défendue ici, il faudrait s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté plutôt que de s'intéresser simplement à ses symptômes. Cela exige que les conditions appropriées soient satisfaites pour accroître la productivité de la main-d'oeuvre dans les secteurs agricole et informel où travaille la majorité de la population mais aussi dans le secteur structuré. Il faut en outre créer un environnement propice qui libérera les talents, la créativité et l'enthousiasme

*/ Plusieurs éléments de base sont en place. Le Sommet mondial pour les enfants a pris l'initiative de l'élaboration, par les gouvernements africains, de plans d'action nationaux. Déjà 33 pays ont mis au point leur plan et commencé à l'appliquer. Une douzaine de plans existent sous forme de projets. De plus 36 Etats africains ont ratifié la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été signée par de nombreux pays.

des entrepreneurs ainsi que la capacité de production des populations. Il faudrait redoubler d'efforts pour renforcer les politiques et leur mise en oeuvre dans les domaines suivants :

- a) Introduction de politiques d'investissement axées sur l'emploi;
- b) Adoption de systèmes de production à forte intensité de main-d'oeuvre;
- c) Responsabilisation des opérateurs économiques en leur permettant d'avoir un plus grand accès aux ressources productives, y compris une réforme à grande échelle du régime foncier afin de leur permettre de créer des emplois et des revenus propres;
- d) Création d'un environnement propice pour une meilleure performance du secteur non structuré et structuré et l'établissement de réseaux commerciaux entre les facteurs structuré et non structuré et intégration progressive du secteur informel dans le secteur moderne;
- e) Elimination, au niveau des institutions et des politiques, des discriminations à l'égard des femmes et introduction de mesures particulières d'aides en leur faveur afin d'accroître leur participation aux activités productives et rémunératrices;
- f) Application de politiques des prix et d'autres mesures macro-économiques, notamment des dépenses publiques au bénéfice des personnes démunies;
- g) Meilleure affectation des ressources et plus grande efficacité des services sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des groupes les plus vulnérables de la population, notamment les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées;
- h) Appui au système de la famille africaine élargie afin de lui permettre d'assumer ses fonctions traditionnelles d'intégration sociale et de sécurité;
- i) Réalisation de taux d'accroissement démographique compatibles avec les objectifs souhaités de croissance économique et de développement socio-économique;
- j) Instituer un programme global de prévention du VIH/SIDA et des maladies sexuellement transmissibles, et de lutte contre ces maladies devant être intégré dans le programme de soins de santé primaires au niveau des communautés;
- k) Lancer et renforcer les programmes visant à éradiquer l'analphabétisme.
- b) Création d'emplois productifs et de revenus

59. La gravité de la situation de l'emploi dans les pays africains exige une approche globale pour faire face aux causes profondes du problème. Si le chômage constitue une préoccupation mondiale, la plupart des régions ont toutefois connu le phénomène extraordinaire d'une croissance sans emploi. En Afrique en revanche, le chômage est étroitement associé au marasme économique. Par conséquent, la création d'emplois à grande échelle dans les pays africains est fonction de la réalisation et du maintien d'un taux de croissance supérieur au taux de croissance de la main-d'oeuvre. Les politiques de l'emploi doivent être reliées aux politiques économiques générales et en particulier aux politiques d'investissement.

60. En outre, des mesures sont nécessaires pour réformer les systèmes et programmes d'enseignement afin de mieux satisfaire les besoins du marché du travail, réduire ainsi l'écart entre l'offre et la demande de compétences, former les compétences essentielles pour la restructuration des économies africaines et produire des "créateurs d'emplois" plutôt que des "demandeurs d'emplois".

61. Etant donné la capacité limitée du secteur structuré pour ce qui est de créer des emplois à court terme, les secteurs agricole, informel et rural non agricole continueront d'absorber une large proportion de la main-d'oeuvre à l'avenir. Toutefois, des politiques et mesures d'appui visant à promouvoir la création d'emplois et l'accroissement de la productivité doivent être mises en place dans tous les secteurs.

62. Les mesures particulières nécessaires dans le secteur structuré comprennent:

a) Un meilleur climat propre à susciter la confiance des milieux d'affaires, y compris la réforme des systèmes financiers ainsi que des politiques fiscales, commerciales et du travail, notamment l'introduction d'incitations en faveur de méthodes de production à forte intensité de main-d'oeuvre;

b) Des mesures et incitations appropriées visant à promouvoir l'investissement privé local et étranger;

c) La création d'un environnement propice pour le développement de l'entreprise privée;

d) Dans le secteur public, la combinaison de la réduction des effectifs avec le recyclage des personnes touchées de sorte à accroître leurs possibilités de réaffectation et la fourniture de prestations de licenciement attrayantes et d'incitations à l'emploi indépendant grâce à la création d'entreprises privées;

e) L'instauration d'un environnement propice pour motiver et retenir la main-d'oeuvre hautement qualifiée afin de renforcer et d'utiliser effectivement les capacités autochtones, notamment le personnel dans les institutions capitales participant à la formulation et à la mise en oeuvre de politiques qui renforcent les capacités institutionnelles.

En outre, les politiques relatives au marché du travail dans le secteur structuré doivent être assez souples pour rendre la région compétitive dans le contexte de la mondialisation de l'économie et favoriser les objectifs d'intégration régionale. Il importe toutefois de mettre en oeuvre des politiques de protection de l'emploi en cas de grave récession économique par le biais de programmes de travaux publics (grands utilisateurs de main-d'oeuvre, notamment non qualifiée).

63. La promotion de l'agriculture exige la création d'un environnement propice caractérisé par des services sociaux améliorés (éducation, santé, transport et communication, eau et électricité, entre autres) dans le but de renverser la tendance actuelle de l'exode rural.

64. Les mesures visant à accroître l'emploi et la productivité dans le secteur agricole sont, entre autres:

a) Un meilleur accès, notamment des femmes, à la terre et au crédit;

b) La fourniture de services de formation et de vulgarisation ainsi que de techniques de production;

c) L'amélioration de l'infrastructure socio-économique rurale;

d) Une diffusion et une application plus efficaces des résultats de recherche et d'expérimentation;

- e) Des prix à la production et des mécanismes de commercialisation attrayants.

Une productivité agricole accrue renforcera la sécurité et l'autosuffisance alimentaires, réduira l'exode rural et relancera l'économie rurale.

65. Les interventions et mesures d'appui ci-après seront nécessaires pour créer des emplois et accroître la productivité tant dans le secteur rural non agricole que dans le secteur informel:

- a) Meilleur accès au crédit, outils adéquats, machines, équipements et techniques;
- b) Elaboration et exécution de programmes de formation à la gestion des entreprises particulièrement adaptés aux femmes et aux jeunes;
- c) Fourniture de services techniques, consultatifs et de promotion;
- d) Amélioration de l'infrastructure rurale et mise en place d'un cadre juridique et institutionnel propice;
- e) Création d'institutions rurales d'appui aux entreprises familiales et aux petites industries avec un accent sur les techniques locales;
- f) Incitation au respect des préceptes moraux en affaires et dans le domaine professionnel et promotion des liens avec des entreprises du secteur structuré;
- g) Accès à des soins de santé adéquats et notamment mesures visant à améliorer la santé des travailleurs;
- h) Conception et mise en oeuvre de programmes d'emploi spécialement destinés aux jeunes non scolarisés et sans qualification pour leur permettre d'avoir leur place sur le marché du travail;
- i) Fourniture d'une assistance financière sous forme de fonds auto-renouvelables pour la promotion et le renforcement des programmes spéciaux déjà mis en place pour permettre aux déscolarisés et aux jeunes non qualifiés de participer de façon productive à des activités d'auto-emploi.

Une productivité accrue dans le secteur informel permettra aux micro-entreprises de grandir pour devenir des petites et moyennes entreprises.

- c) Intégration sociale, paix et stabilité politique

66. L'affaiblissement de la famille et les problèmes sociaux connexes, les tensions ethniques et communautaires, l'instabilité politique et le manque de sécurité ont entravé les progrès en matière de développement humain. Il faut donc mettre en place des politiques et institutions appropriées pour renforcer l'intégration sociale et promouvoir la stabilité politique dans la région. Ces efforts devraient comprendre:

- a) Le renforcement de la capacité des familles de satisfaire leurs besoins socio-économiques;
- b) La promotion et l'amélioration des services et programmes de protection de la famille existants ainsi que la protection sociale et juridique des enfants conformément à la Convention internationale sur les droits de l'enfant et à la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant;

c) La promotion de la femme;

d) Le recours aux traditions et aux autres mécanismes de médiation et de règlement des conflits aux niveaux national et régional;

e) L'intégration de l'éducation sur la paix, du respect des droits de l'homme et sur la protection de l'environnement dans les programmes d'enseignement et les autres médias et la promotion de la tolérance en vue de favoriser la diversité sociale, politique et religieuse;

f) L'affirmation de la responsabilité du Gouvernement de prendre l'initiative des efforts de réconciliation nationale en intégrant les anciens adversaires dans le processus de la vie politique, économique et sociale;

g) La fourniture de secours devrait être considérée comme une première phase dans le processus continu de secours, de relèvement et de développement.

67. L'éducation sur la paix et l'éducation civique soulignent que les valeurs et normes ne sont pas de simples abstractions et encouragent le respect et la tolérance de la diversité. Par conséquent, les éléments fondamentaux de l'éducation sur la paix peuvent se traduire par l'accent mis sur la coopération en vue d'atteindre des objectifs collectifs et d'inculquer le rejet de la violence dans ses formes physiques, psychologiques ou structurelles. En outre, l'introduction de nouvelles initiatives en matière d'éducation sur la paix dans les programmes d'enseignement pourrait porter des fruits en freinant la désintégration sociale.

68. La religion est aussi un important facteur pour l'intégration sociale et le bien-être général de la société. La région connaît manifestement une recrudescence des pratiques et croyances religieuses. Dans la mesure où elles peuvent inculquer la tolérance, ces croyances peuvent servir d'instrument de cohésion et d'intégration en favorisant notamment la modération au niveau individuel et les valeurs morales qui en découlent.

69. La question du rôle de la femme dans le développement devrait être étudiée dans le cadre global du problème posé par la discrimination sexuelle, concept encore flou dans la plupart des politiques africaines de développement humain. Certes, mettre fin à la marginalisation économique des femmes est une nécessité mais il est également important de se pencher sur son rôle à l'intérieur de la famille compte tenu des valeurs et de la religion. Lui permettre d'accéder à l'éducation, à la reconnaissance sociale, aux soins de santé et la sensibiliser aux problèmes de l'environnement revêt la plus haute importance pour son propre bien-être et celui de ses enfants. Il s'impose donc d'évaluer les aspirations et les besoins particuliers de la femme pour que sa contribution, qui est cruciale, soit portée au maximum. Il ne peut y avoir de développement durable sans une analyse du rôle de la femme effectuée à l'échelon national, dans l'optique de l'égalité des sexes.

70. Nombreuses sont les traditions et pratiques africaines utiles en matière de gestion et de règlement des conflits. Il s'agit notamment de pratiques telles que la recherche patiente du consensus et le rôle des anciens en matière de médiation et de réconciliation. Le règlement des conflits à l'intérieur des Etats africains et entre ceux-ci est, en premier lieu, une responsabilité africaine. A cet égard, la création au sein de l'OUA d'un mécanisme de gestion et de règlement des conflits est opportune et ce mécanisme devrait bénéficier d'un appui total. Le lancement du Fonds de la paix de l'OUA vise à mettre en place un moyen permanent au sein de l'Organisation pour régler rapidement les situations de conflit. Le Fonds devrait bénéficier de l'appui voulu et de ressources suffisantes pour fonctionner effectivement ³³.

d) Démocratisation et participation populaire au développement

71. Ces dernières années, les populations africaines ont vigoureusement demandé leur participation pleine et véritable aux processus politique, économique et social de leurs pays respectifs et la possibilité de faire connaître leur point de vue lors de l'élaboration des politiques et programmes qui ont une incidence sur leur vie. Les politiques et programmes publics ont trop souvent été conçus sans tenir compte des préférences et besoins particuliers des populations qui sont directement concernées ou qui sont supposées en bénéficier. Le résultat a très souvent été l'échec de ces politiques et programmes en raison de leur inadaptation mais aussi de l'apathie et de l'indifférence des populations.

72. Il faut donc une plus grande participation et l'élaboration d'un consensus à tous les niveaux de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques économiques et sociales, notamment l'identification et l'élimination des lois et procédures administratives qui entravent la participation des populations ³⁴.

73. Cela n'en rend que plus impératif l'établissement, sans délai, d'un nouveau partenariat entre les gouvernements africains et les populations dans l'intérêt commun de la démocratie et de la bonne administration ainsi que du développement socio-économique accéléré. A cet égard, il importe de réaffirmer les principes de la Charte africaine de la participation populaire au développement, en particulier la nécessité d'une ouverture politique permettant de pratiquer la liberté d'opinion, de tolérer les différences, d'accepter le consensus, de protéger et de respecter les droits fondamentaux de l'homme ainsi que le droit des populations à s'exprimer librement et, enfin, de renforcer le rôle des organisations et des institutions de la société civile, notamment les associations populaires et bénévoles, dans la promotion du développement humain et social ³⁵. Toutes ces mesures sont importantes dans un continent où les institutions et la culture politique démocratiques ont pendant trop longtemps été étouffées par les régimes militaires et les gouvernements répressifs.

74. En effet, les différents éléments du développement humain et social sont intrinséquement liés à la participation populaire et à la bonne administration. Le développement axé sur l'homme est fonction de la créativité et de l'enthousiasme populaire de la grande majorité de la population. A cet égard, les gouvernements, les populations elles-mêmes ainsi que la communauté internationale ont la responsabilité de promouvoir et de consolider la participation populaire au développement.

75. Parmi les mesures les plus essentielles que les gouvernements doivent prendre figurent les suivantes:

a) La création et le renforcement d'un environnement politique et institutionnel stimulant et propice aux échanges sociaux et à la coopération avec les ONG et les organisations populaires ainsi que le renforcement des ONG pour leur permettre de jouer au maximum leur rôle dans le développement de leurs pays;

b) L'éducation populaire visant à inculquer les valeurs démocratiques et l'appui aux institutions démocratiques;

c) La collaboration avec les populations et leurs représentants en matière d'élaboration de stratégies et politiques de développement dans le but de réaliser un développement autonome et axé sur l'homme;

d) Le renforcement des moyens de communication en vue du développement rural;

e) La promotion de la démocratisation du développement en appuyant la décentralisation des processus de développement;

f) La mise en place de partenariats créatifs et mutuellement avantageux entre les collectivités locales, les ONG et les organisations populaires;

g) L'application rigoureuse de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, de la Convention No 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical;

h) L'appui à un système judiciaire fort, honnête et indépendant;

i) La consolidation des organes législatifs de l'Etat;

j) La promotion de pratiques permettant aux institutions de décision de réagir avec diligence;

k) L'appui à une presse responsable, efficace et libre;

l) L'appel au peuple à se joindre et à contribuer aux efforts de développement par l'intermédiaire des ONG;

m) La planification des stratégies et des techniques devant favoriser une approche du développement de la base vers le sommet plutôt que du sommet vers la base.

Toutes ces mesures exigent des gouvernements un engagement ferme en faveur des droits de l'homme, de la démocratisation et de la bonne administration. En effet, un gouvernement digne de ce nom doit pouvoir répondre à des aspirations humaines universelles telles que la liberté, qui doivent se fonder sur une administration ouverte, disponible et responsable.

76. Les populations et leurs organisations doivent, quant à elles, continuer de prendre des initiatives et de participer pleinement à tous les aspects de la vie publique. A cet égard, il est primordial que l'enthousiasme et les actions populaires pénètrent les organisations populaires volontaires, démocratiquement administrées, autonomes et enracinées dans la tradition et la culture de la société de sorte à assurer à la communauté un pouvoir d'action ainsi que l'épanouissement de l'individu ³⁶. Des ONG fortes et dotées de cadres et de techniciens de haut niveau peuvent fournir aux populations de nombreux services dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la prise de conscience des problèmes de l'environnement et de la création de revenus, contribuant ainsi à réduire la pauvreté et le chômage. Parce qu'elles sont démocratiques par nature, les ONG sont les mieux placées pour aider les pouvoirs publics à évaluer les besoins et aspirations réels des populations. Elles sont également très efficaces pour ce qui est d'intégrer les notions d'auto-assistance et de responsabilité dans toutes les activités de développement humain, favorisant ainsi leur viabilité. A l'échelle régionale, les ONG doivent échanger des données d'expérience et se fixer des objectifs communs en vue d'appuyer les efforts de développement et de recherche de la paix en Afrique. Elles doivent également instaurer des liens de communication et de coopérations solides, en particulier dans les domaines de l'environnement, de la formation et du transfert de technologie.

77. La communauté internationale a également un rôle à jouer pour ce qui est de promouvoir et de consolider la participation populaire au développement dans la région. Plus particulièrement, les partenaires extérieurs devraient examiner leurs propres antécédents en matière de participation populaire et appuyer ainsi les efforts faits localement pour promouvoir l'émergence d'un environnement démocratique propre à favoriser la participation effective de la population et son pouvoir d'action dans la société ³⁷. Les ONG internationales

ont également la responsabilité de soutenir et de renforcer les ONG nationales en leur fournissant des ressources financières et une assistance technique. Les ONG internationales devraient désormais mettre l'accent non plus sur l'aide d'urgence mais sur le développement humain et le développement à long terme.

2. Ressources

78. En plus de l'action à mener dans des domaines essentiels de la politique générale, il importe d'urgence de fournir des ressources suffisantes et assurées pour tous les domaines du développement humain. A l'heure actuelle, en Afrique, les dépenses publiques sur le développement humain, essentiellement sur l'éducation et la santé, en tant que proportion des dépenses publiques totales sont non seulement faibles mais baissent depuis le milieu des années 80, passant de 17,2% en 1987 à 13,9% en 1990 ³⁸. Ce qui représente environ 6,5% du PNB ³⁹. Par contraste, les pays industrialisés dépensent beaucoup plus dans ce domaine. Par exemple les pays de l'OCDE consacrent en moyenne 14,6% de leur PIB à l'éducation et à la santé; l'Amérique du Nord y consacre 17,7% et les pays nordiques 14,1%. Cependant, les dépenses des pays industrialisés dans tous les domaines du développement humain y compris la sécurité sociale, en tant que proportion du PIB, se situent en moyenne entre 30% dans les pays de l'OCDE et 43% dans les pays nordiques ⁴⁰.

79. Certes les dépenses relatives dans les pays africains et dans les pays industrialisés ne sont pas exactement comparables mais il est clair qu'il y a un sous-investissement en Afrique. En outre, certains domaines prioritaires comme l'atténuation de la pauvreté et la création d'emplois sont également négligés. En plus de cela, dans la plupart des pays africains, les dépenses consacrées aux priorités du développement humain visent des objectifs mal définis et favorisent les centres urbains.

80. Il y a un consensus sur le fait que les ressources pour le développement humain devraient être augmentées pour faire en sorte que tous les domaines prioritaires soient couverts et elles devraient aussi être réparties plus équitablement^{**/}. Toutefois, cet objectif d'augmentation des ressources destinées au développement humain risque fort de ne pas être atteint en cas de mise en oeuvre de programmes d'ajustement structurel selon les conditions et modalités en cours. Il est donc absolument nécessaire que des changements interviennent à ce niveau si l'on veut atteindre cet objectif.

81. Un élément important du Programme d'action est la recommandation tendant à porter les dépenses publiques consacrées à tous les domaines du développement humain de leur niveau moyen actuel de 14% à 30% et par la suite à maintenir un taux de croissance des dépenses publiques dans ces secteurs qui soit supérieur au taux d'accroissement démographique, tel que proposé dans le **Cadre africain de référence pour les**

^{**/} Par exemple, la CEA a préconisé la réduction, autant que possible, des dépenses publiques consacrées à la défense ainsi que celles sur les activités non productives du secteur public. En outre elle a proposé une "modification des dépenses" (sans nécessairement accroître les dépenses publiques totales) pour recueillir des fonds pour les secteurs sociaux, particulièrement l'éducation, la santé et l'intégration des femmes dans le processus de développement susceptibles d'augmenter la productivité ^{41/}. L'OUA a également préconisé une réduction des dépenses militaires. De même, s'agissant des domaines de l'éducation et de la santé, la Banque mondiale a laissé entendre que "même si l'on prend toutes les mesures nécessaires pour améliorer la rentabilité et l'efficacité de la prestation des services, réduire les coûts unitaires et améliorer la tarification des usagers, la future stratégie de développement exigera, de 1989 à l'an 2000 et au-delà, un doublement des dépenses totales, qui passeraient de 4-5% à 8-10% du PNB, permettant ainsi d'assurer, pour tous, l'enseignement primaire, la santé et la planification familiale, la sécurité alimentaire et la nutrition" ^{42/}. Une étude OUA/UNICEF a également préconisé une augmentation substantielle des investissements dans les domaines prioritaires du développement humain ^{43/}.

programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques⁴⁴. Diverses approches tenant compte de la situation de chaque pays africain seront nécessaires pour mobiliser et réorienter les ressources. Cela pourrait se faire grâce aux mesures suivantes :

a) Les dépenses publiques consacrées dans de nombreux pays à la défense et aux activités du secteur public non productif sont élevées ⁴⁵. Les dépenses militaires représentent actuellement 15% des dépenses publiques totales, ce qui est légèrement supérieur à l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation et à la santé ⁴⁶. Il faut d'urgence réduire les dépenses militaires d'au moins un tiers et consacrer ces ressources au développement humain. Il convient de s'attaquer de manière appropriée aux causes profondes qui sont à l'origine du niveau élevé des dépenses consacrées à la défense.

b) En outre, la réduction progressive des subventions aux entreprises publiques autres que celles dans le secteur social et les industries de base stratégiques au plan national, est nécessaire. Les dépenses consacrées aux activités du secteur public non productif devraient être réduites.

c) S'agissant des recettes, il est nécessaire de rationaliser les politiques fiscales. Des droits d'utilisation symbolique sont un autre moyen peut-être pas important d'augmenter les ressources pour le développement humain. En recourant à de tels moyens, les considérations d'équité devraient avoir la priorité.

d) La fuite de capitaux du fait d'individus et de sociétés représente une perte sérieuse de ressources pour de nombreux pays africains. En plus de cela, la corruption, la mauvaise gestion et le gaspillage constituent d'autres formes de fuite. Des ressources supplémentaires pour le développement humain et social pourraient être dégagées si les ressources actuelles sont utilisées et gérées plus efficacement.

e) Une plus grande efficacité dans l'allocation, l'utilisation et la gestion des ressources est nécessaire. Cela peut se faire grâce à diverses stratégies et pratiques rentables. A cet égard, il est essentiel que les ressources soient mieux orientées vers les domaines prioritaires du développement humain.

82. Les ONG locales et internationales qui sont devenues un moyen important pour fournir des ressources pour le développement humain et social dans la région, ont aussi un rôle à jouer. Cependant, il leur est demandé dans le Programme d'action d'affecter de plus en plus leurs ressources et leurs moyens pour des secours et des activités de promotion sociale visant à appuyer les programmes de développement humain à long terme.

B. Action au niveau international

83. Les efforts déployés en Afrique pour réaliser un développement centré sur l'homme et pour réorienter et mobiliser les ressources requises doivent être appuyés par des actions complémentaires des institutions internationales de développement, des partenaires bilatéraux et des ONG. Les faits montrent que les flux de ressources et les niveaux d'aide à l'Afrique sont totalement insuffisants par rapport aux besoins de l'Afrique et qu'ils ont atteint un niveau très bas ces dernières années et qu'il y a aussi de graves déséquilibres dans l'assistance au développement international à l'Afrique. Moins de 7% du total de l'aide publique au développement (APD) est consacré à des programmes de développement humain. En plus de cela, l'atténuation de la pauvreté n'est ni un objectif majeur ni la pratique des institutions internationales de développement et des institutions financières. Et jusqu'à récemment, la mise en place de l'infrastructure institutionnelle en Afrique a été pratiquement ignorée. En outre, l'aide liée a constitué une part importante de l'APD bilatérale, ce qui en a réduit l'effet et l'efficacité.

84. Il sera nécessaire également que les partenaires dans le développement accordent une grande place aux politiques visant à assurer le développement et la transformation à long terme en Afrique. A cet égard, des mesures doivent être prises rapidement sur des questions en suspens telles que les flux de ressources, la dette et le commerce et de façon plus générale il importe de créer un environnement économique extérieur facilitant le développement à long terme centré sur l'homme, de façon soutenue et durable.

85. Outre cet environnement extérieur favorable, il est nécessaire que les partenaires dans le développement procèdent à une augmentation substantielle des flux de ressources à l'Afrique, à une réévaluation fondamentale des politiques et pratiques actuelles en matière d'aide et s'engagent sans équivoque à appuyer le développement centré sur l'homme. Pour cela, il faut un changement fondamental de politique pour ouvrir la voie à une ère nouvelle et productive - une ère fondée sur l'attachement au développement humain. Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée aux pays qui sortent à peine de la situation d'apartheid. Les objectifs de développement humain doivent être énoncés explicitement dans les programmes d'ajustement structurel et en être considérés comme une partie intégrante.

86. Il y a un consensus de plus en plus large sur le fait qu'au moins 20% de l'APD devraient être consacrés à des programmes de développement humain contre 7% en moyenne actuellement ⁴⁷. Les partenaires de l'Afrique dans le développement devraient s'engager à réaliser cet objectif et à fournir des ressources accrues que les pays africains affecteraient aux domaines du développement humain et social.

87. La fin de la guerre froide fournit une occasion nouvelle de réorienter les ressources vers le développement humain. Les dépenses militaires dans le monde sont déjà en baisse. Les pays industrialisés ont réduit leurs dépenses militaires totales du niveau record de 838 milliards de dollars en 1987 à 762 milliards en 1990, ce qui représente un dividende de la paix de 76 milliards de dollars ⁴⁸. Une partie de ce dividende pourrait être investie dans le développement humain en Afrique.

88. Les sommes colossales que l'Afrique débourse pour rembourser sa dette énorme constituent une ponction considérable sur ces ressources qui pourraient servir à financer la croissance, le développement et le développement humain. Les créanciers de l'Afrique doivent prendre des mesures audacieuses pour alléger ce fardeau. Des mesures urgentes doivent être prises pour annuler la dette au titre de l'APD, adopter des modalités complètes de Trinidad permettant l'annulation des deux tiers de la dette due au Club de Paris et alléger le fardeau de la dette à l'égard des institutions multilatérales qui représentent 25% des obligations totales et 40% du total des paiements au titre du service de la dette. Sont particulièrement importantes les mesures pour l'application effective d'échanges de dette contre des mesures pour le développement humain visant à appuyer les efforts de développement humain ainsi que pour la mise en place et le renforcement de capacités et d'institutions en matière de ressources humaines. L'allègement du fardeau de la dette de l'Afrique est essentiellement une décision politique que doivent prendre les partenaires de l'Afrique et rien ne justifie que cette décision soit retardée.

89. Les gouvernements africains sont conscients de l'importance de la paix mondiale pour un développement humain et social soutenu. Cela nécessite des partenariats constructifs entre le Nord et le Sud et entre le Sud et le Sud de façon à instaurer un environnement international sûr pour le développement humain. A cet égard, la communauté internationale est exhortée vivement à apporter des contributions financières pour appuyer la paix, la réconciliation et le règlement des conflits en Afrique, notamment un appui au Fonds de l'OUA pour la Paix. Il est nécessaire aussi que les pays industrialisés respectent et protègent les droits de ceux qui émigrent d'Afrique et s'installent chez eux.

90. Les institutions internationales de développement sont invitées à encourager des modalités d'application nationales, conformément aux décisions de l'Assemblée générale de sorte à assurer la mise en oeuvre effective des programmes de développement humain et social.

IV. MODALITES DE MISE EN OEUVRE

91. La mise en oeuvre du Programme d'action devrait se faire à deux niveaux - national et régional. Toutefois, le niveau national est le plus important. Compte tenu de l'évolution du rôle de l'Etat dans l'économie et dans la société, on devrait mettre l'accent sur les moyens de libérer la créativité d'une large gamme de partenaires tels que les organisations populaires, les ONG, les associations professionnelles et socio-humanitaires et de nombreux éléments du secteur privé dans la mise en oeuvre du programme. Pour cela il faut offrir aux divers actionnaires des possibilités appropriées d'intervention. A cet égard, pour s'assurer que le Programme deviendra incontestablement un programme populaire, la coopération et la coordination entre les organisations populaires et les gouvernements sont indispensables. A cet égard, on peut apprendre beaucoup de l'expérience tirée de la mise en pratique des engagements pris par les gouvernements africains au Sommet mondial pour l'enfant -engagements comprenant une série d'objectifs assortis d'un calendrier d'exécution, en faveur des enfants et des femmes d'ici l'an 2000. La Conférence internationale sur l'assistance aux enfants africains et l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes nationaux d'action (PNA) en vue de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, en coopération avec ces partenaires, ont montré également que cette coopération peut être active et efficace. C'est là le développement humain en pratique.

A. Niveau national

92. Pour mettre en oeuvre le Programme au niveau national, il faudra renforcer a) la capacité de gestion des politiques et b) le cadre institutionnel.

1. Capacité de gestion des politiques

93. Des moyens appropriés d'analyse, de gestion et de mise en oeuvre sont l'un des éléments fondamentaux pour une bonne application de la politique générale en matière de développement humain et social. Ces moyens sont actuellement faibles ou font défaut dans la plupart des pays africains. Dans cette mesure, il est nécessaire d'accorder la priorité à la mise en place et au renforcement de la capacité institutionnelle dans ce domaine. Ces efforts devraient également porter sur la formation ainsi que sur des programmes visant à attirer et à retenir des cadres africains qualifiés.

2. Cadre institutionnel

94. Dans la plupart des pays africains, le développement humain est un domaine réparti entre les ministères sectoriels ou services responsables entre autres des affaires sociales, du travail, de l'emploi, des revenus, de la productivité et des collectivités locales. Il faut par conséquent une coordination efficace des activités de ces structures. Parallèlement, il faut encourager la participation des organisations de base à l'exécution des programmes de développement humain ainsi que la décentralisation de la mise en oeuvre de ces programmes.

95. La coopération et la collaboration pour le développement humain et social devraient s'intensifier aux niveaux du village, du district, de la région et au niveau national.

B. Niveau régional

96. Les organisations régionales et sous-régionales ont un important rôle à jouer dans l'exécution du Programme d'action dans des domaines d'intérêt communs ou qui se recoupent comme par exemple les suivants:

- a) Les activités de promotion mettant l'accent sur la primauté du développement humain;
- b) L'assistance aux Etats membres pour qu'ils élaborent des politiques et les transforment en stratégies et actions concrètes et aident à suivre la mise en oeuvre de ces politiques;
- c) La médiation, la gestion et le règlement des conflits;
- d) L'harmonisation des stratégies sous-régionales et régionales relatives à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines;
- e) L'établissement d'un réseau aux niveaux sous-régional et régional pour s'occuper des questions d'intérêt mutuel.

V. SUIVI, EVALUATION ET ETABLISSEMENT DES RAPPORTS

97. Le suivi, l'évaluation et l'établissement des rapports concernant la mise en oeuvre du Programme d'action sur le développement humain et social devraient se faire aux niveaux national et régional. Le niveau national devrait cependant être privilégié.

A. Niveau national

98. Au niveau national, un centre de liaison du gouvernement sera chargé de suivre, d'évaluer et d'établir des rapports sur les progrès réalisés en ce qui concerne les conditions humaines et sociales. Les organisations populaires et communautaires seraient, elles, chargées du suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action.

99. L'information sur le développement humain et social aux niveaux du village, du district, de la région et au niveau national peut être fournie par le biais des rapports publiés et par l'organisation d'ateliers, de colloques et d'autres tribunes et être complétée par des séances de discussions informelles ouvertes à différents niveaux. Les organes d'information aussi ont un rôle crucial à jouer dans l'établissement des rapports sur les questions de développement humain.

B. Niveau régional

100. Au niveau régional, la CEA, conjointement avec l'OUA et avec l'appui et la collaboration active de la BAD et d'autres organisations intergouvernementales, devrait être chargée de faire rapport à la Conférence des ministres africains responsables du développement humain et à son Comité de suivi des Quinze sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action. Pour faciliter la tâche du secrétariat conjoint CEA/OUA, les Etats membres devraient mettre à la disposition de la CEA les rapports sur la situation humaine et sociale ainsi que les rapports sur les progrès réalisés en ce qui concerne la mise en oeuvre du Programme d'action au niveau national.

VI. CONCLUSION

101. En tant que ministres responsables du développement humain et social, nous sommes préoccupés par la profonde détérioration des conditions humaines et sociales dans notre région, par rapport à d'autres régions du monde. Par conséquent, nous lançons un appel pour une approche urgente et globale pour nous sortir de notre situation qui continue d'être alarmante sur le plan humain.

102. Les principaux objectifs et principes définis dans notre Position commune sur le développement social et humain en vue du Sommet mondial pour le développement social, sont conformes à cette approche. Il ne faut rien de moins qu'un engagement renouvelé et fort d'investir dans les populations et d'améliorer leur bien-être pour atteindre les objectifs que nous visons. C'est pourquoi nous avons élaboré le présent Programme d'action à mener pour le développement humain et social en Afrique.

103. Au niveau national, les gouvernements doivent faire preuve de la volonté politique nécessaire pour opérer les changements requis et quelquefois douloureux dans les politiques et les programmes qui sont les préalables au changement. Cela ne peut se faire si l'on ne dégage pas des ressources locales considérables. Ce n'est qu'alors que nous pourrions placer les politiques de développement humain au coeur de la planification stratégique et de la mise en oeuvre pratique; ce n'est qu'alors que nous serons en mesure de réaliser le développement soutenu et la transformation.

104. Mais nous ne pouvons le faire seuls. Nous devons avoir le soutien et la collaboration des partenaires de développement de l'Afrique. Cette appui doit refléter la vérité fondamentale de la présente Position commune : le développement centré sur l'homme. Les efforts déployés au niveau national ne seront probablement pas couronnés de succès sans des mesures complémentaires de la part des partenaires de l'Afrique dans le développement. En particulier, le soutien extérieur doit s'inscrire dans le cadre des politiques nationales relatives au développement humain. Par-dessus tout, il est nécessaire de réaffirmer à nouveau l'attachement au développement centré sur l'homme en tant que base de la coopération internationale, afin de fournir un environnement extérieur propice, augmenter et réorienter les flux de ressources à l'appui du Programme d'action à mener. Sans un tel appui, les efforts au niveau national ne suffiront pas pour opérer une amélioration fondamentale des conditions humaines et sociales en Afrique.

105. Il faut dire cependant que jusqu'ici le soutien qui devait venir de la communauté internationale ne s'est pas matérialisé. Si, dans le présent document, nous ne tenons à accuser personne, il est bien connu que les engagements pris maintes et maintes fois par la communauté internationale envers l'Afrique, n'ont pas été tenus. Les gouvernements et les peuples d'Afrique, par eux-mêmes, ne peuvent faire que ce qui est possible. De fait, en face de l'adversité inexorable, nous avons déjà restructuré profondément nos économies et nous nous sommes engagés à poursuivre cette restructuration. Quand y aura-t-il un engagement réciproque de la part de nos partenaires dans le développement?

106. Le paragraphe précédent a une signification claire. Si nous voulons transformer les conditions humaines en Afrique, si nous devons consacrer le développement humain en tant qu'élément central du développement, si nous voulons en somme mettre en oeuvre le Programme d'action, alors les promesses du passé doivent devenir les réalités du futur. Cela signifie qu'il faut, en fin de compte, examiner le flux de ressources, les termes de l'échange, les prix des produits de base et la dette africaine d'une manière qui ne déçoit les rêves et espoirs des populations d'Afrique.

107. Le Sommet mondial pour le développement social devrait constituer le tournant. C'est le test crucial. C'est à ce moment que, de concert avec la communauté internationale, nous pouvons commencer à améliorer qualitativement la vie et les conditions d'existence de centaine de millions d'hommes, de femmes et d'enfants en Afrique. Et si cela peut arriver en Afrique, ce sera au bénéfice du monde. Ce que nous désirons pour nous-mêmes, nous le voulons pour tous.

NOTES

1. CEA, Rapport économique sur l'Afrique, 1993 (Addis-Abeba : E/ECA/CM.19/3, 1993).
2. Banque de données de la CEA, octobre 1992 (les chiffres par habitant sont donnés en prix de 1980).
3. Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde (Washington D.C, Banque mondiale, 1990).
4. Jazairy Idriss et al, The State of World Rural Poverty (New York : Fonds international de développement agricole, 1992).
5. Ibid., voir aussi UNICEF, la situation des enfants dans le monde, 1994 (New York : UNICEF, 1993) et Transitional Government of Ethiopia/UNICEF, Children and Women in Ethiopia : A situational Report, 1993 (Addis-Abeba TGE/UNICEF, 1993).
6. OIT/PECTA, Rapport sur l'emploi en Afrique, 1992 (Addis-Abeba: OIT/PECTA, 1992).
7. Voir CEA, The Impact of Social and Economic Changes on the African Family : Policy and Programme Implications (Addis-Abeba : ECA/PHSD/SDU/93/7(2)(a),1993).
8. OIT, Yearbook of Labour Statistics, 1992 (Genève, OIT, 1992).
9. OIT/PECTA, Rapport sur l'emploi en Afrique, 1992 (Addis-Abeba: OIT/PECTA,1992).
10. Ibid.
11. OIT/PECTA, Rapport sur le Rapport sur l'emploi dans le monde, OIT/PECTA 1992 (Addis-Abeba : E/ECA/PHSD/MFC/93,1993).
12. OIT/PECTA, Rapport sur l'emploi en Afrique, 1992.
13. CEA, Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90 (Addis-Abeba, CEA, 1993).
14. ECA, Measures for Solving Educated and Graduate Unemployment in African Countries (Addis Ababa: ECA/PHSD/HRD/92/2[b] viii)], Studies in Human Resources Development, No. 1, 1992).
15. Nations Unies : La crise économique en Afrique (New York : Rapport du Secrétaire général de l'ONU établi pour la session du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1991).
16. OIT/PECTA, Rapport sur l'emploi en Afrique, 1990.
17. Unesco, Statistical Yearbook, 1991 (Paris : Unesco, 1992), Table 2.

18. Donors to African Education News Letter (Paris : International Institute for Educational Planning 5 (2), 1993).
19. Eshetu Chole ed., Food Crisis in Africa : Policy and Management Issues (New Delhi : Vikas publishers, 1990).
20. FAO, The State of Food and Agriculture (Rome : FAO, 1992).
21. UNICEF, La situation des enfants dans le monde, 1991 (New York, UNICEF, 1991).
22. OAU/UNICEF, Africa's Children, Africa's Future : Background Sectoral Papers (New York: OAU/UNICEF, 1992).
23. Rapport du PNUD sur le développement humain, 1993.
24. World Bank, African Development Indicators, 1992 (Washington D.C: World Bank, 1992).
25. ECA, Report on the African Social Situation in 1993 (Addis-Ababa: E/ECA/CM.19/CRP.1, 1993).
26. WHO, 1991 World Health Statistics, Geneva :WHO, 1992.
27. United Nations, Report on the World Social Situation, 1993 (New York : United Nations 1993).
28. UNECA, The Impact of Social and Economic Changes on the Family: Policy and Programme Implications (Tunis : United Nations Africa and Western Asia Preparatory Meeting for the International Year of the Family, 1993).
29. CEA, Rapport sur la situation sociale en Afrique, op. cit.
30. Nations Unies, Conférence internationale sur le facteur humain dans le redressement économique et le développement de l'Afrique : Déclaration de Khartoum (Addis-Abeba: CEA, 1988).
31. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1992 (New York, 1992).
32. Cette situation réduit à néant la raison d'être du processus de développement lui-même. On a fait remarquer que "l'on ne peut développer les personnes si elles sont décédées"!
33. OUA, L'OUA et la gestion des conflits en Afrique (Addis-Abeba: Rapport du Président de l'OUA sur la consultation conjointe OUA/IPA, 1993); voir également OUA, Déclaration de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur la création au sein de l'OUA d'un mécanisme pour la prévention et la gestion des conflits, Le Caire, 26 - 30 juin 1993. AHG/DECL./3(xxix).
34. CEA, Charte africaine de la participation populaire au développement (Addis-Abeba : E/ECA/CM.16/11, 1990).

35. Ibid.
36. Ibid.
37. Ibid.
38. UNDP, Human Development Report, 1993 (New York: Oxford University Press, 1993), Table 18.
39. Ibid., Table 18.
40. Ibid., Tableau 40. NB : pour les pays en développement, les chiffres du PNUD sont exprimés en proportion du PNB (pour évaluer les flux de l'aide) et en tant que proportion du PIB pour les pays développés.
41. CEA, Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et la transformation économiques de l'Afrique (Addis-Abeba : E/ECA/CM.15/6/Rev.3, 1989).
42. Banque mondiale, L'Afrique subsaharienne : de la crise à une croissance durable (Washington D.C., Banque mondiale 1989).
43. OAU/UNICEF, Africa's Children, Africa's future: Human Investment Priorities for the 1990s (New York: OAU/UNICEF, 1992).
44. CEA, Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel.
45. Ibid.
46. OUA/UNICEF, Africa's children, Africa's Future : Human Development Investment Priorities for the 1990s, tableau F.
47. PNUD, Rapport sur le développement humain, 1992.
48. Ibid.

**COMITE PREPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL
POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Première session
31 janvier-11 février 1994
Point 4 de l'ordre du jour

**ANALYSE DES PROBLEMES ESSENTIELS QUE DOIT EXAMINER LE SOMMET
ET DES POLITIQUES A SUIVRE POUR EN ATTEINDRE
LES OBJECTIFS CONFORMEMENT A LA
RESOLUTION 47/92 DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Projet de décision présenté par le Vice-Président du Comité
préparatoire, M. Richard Butler (Australie), à la
suite de consultations officieuses

Le Comité préparatoire :

1. Décide d'examiner, à sa deuxième session, un projet de conclusions du Sommet mondial pour le développement social qui consisterait en un projet de déclaration et un projet de programme d'action ;
2. Demande au Secrétaire général d'établir, d'ici le 1er juin 1994 au plus tard, les documents en question, en tenant compte des 3 thèmes essentiels et des 11 objectifs qui figurent aux paragraphes 5 et 6 de la résolution 47/92 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1992, et des vues exprimées lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social en 1993 et de la première session du Comité préparatoire;
3. Décide que le projet de déclaration devrait :
 - a) Comprendre trois parties :
 - i) Diagnostic de la situation sociale mondiale et raisons motivant la convocation d'un sommet mondial;
 - ii) Principes, objectifs, stratégies et défis communs à prendre en considération par tous les acteurs aux niveaux local, national, régional et international;
 - iii) Prise d'un engagement et questions relatives à la mise en oeuvre et au suivi;
 - b) Rester concis et focalisé et exprimer des valeurs et des objectifs communs en matière de politiques de développement social;
 - c) Réaffirmer la teneur des accords, instruments, déclarations et décisions internationaux adoptés par le système des Nations Unies se rattachant aux objectifs et aux thèmes essentiels du Sommet;
4. Décide également que le projet de programme d'action devrait déboucher sur l'application de stratégies de développement social d'une grande portée par les principaux acteurs aux niveaux local, national,

régional et international. Il conviendra donc d'adopter un programme d'action pragmatique, novateur et efficace, qui comprenne des objectifs clairs, des activités bien définies et les mesures d'application appropriées.

Ce programme portera sur cinq domaines :

- a) Paramètres permettant d'assurer un environnement propice, aux niveaux international et national;
- b) Atténuation et élimination de la pauvreté généralisée;
- c) Emploi productif et réduction du chômage;
- d) Intégration sociale;
- e) Moyens de mise en oeuvre et de suivi, y compris le rôle du système des Nations Unies, des institutions financières internationales et d'autres organisations intergouvernementales.

Priorité devra être donnée aux aspects communs des thèmes essentiels qu'il faudra traiter de façon intégrée. Dans chacun des cinq domaines d'action, on exécutera des politiques et mesures aux niveaux local, national, régional et international, en définissant, dans toute la mesure du possible, les acteurs concernés à chacun de ces niveaux;

5. Décide également que lorsqu'il établira le projet de déclaration et le projet de programme d'action devant être soumis pour examen au Comité préparatoire à sa deuxième session, le Secrétaire général devra tenir compte des propositions et éléments présentés dans le cadre de l'examen de la présente décision par le Comité préparatoire à sa première session, ainsi que de la note établie par le Secrétariat au cours de la première session du Comité préparatoire;^{2/}

6. Invite les gouvernements à communiquer au Secrétariat leurs observations sur un projet de déclaration et un projet de programme d'action, et demande au Secrétariat de distribuer ces observations lors de la deuxième session du Comité préparatoire.

^{2/} Pour le texte de ces propositions, éléments et un résumé, voir le rapport du Comité préparatoire sur les travaux de sa première session.

Annexe III

COMITE PREPARATOIRE DU SOMMET MONDIAL POUR
LE DEVELOPPEMENT SOCIAL

Première session

31 janvier-11 février 1994

Point 4 de l'ordre du jour

**ANALYSE DES QUESTIONS ESSENTIELLES QUE DOIT ABORDER LE SOMMET
ET DES MESURES A PRENDRE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS
DU SOMMET CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 47/92 DE
L'ASSEMBLEE GENERALE**

Note du Secrétariat

Eléments qui pourraient figurer dans un texte adopté
par le Comité préparatoire

Additif

Annexe

**ELEMENTS QUI POURRAIENT FIGURER DANS LE PROJET DE DECLARATION
ET DANS LE PROJET DE PROGRAMME D'ACTION**

**I. ELEMENTS QUI POURRAIENT FIGURER DANS LE PROJET DE
DECLARATION**

1. Les enjeux communs qui justifient la tenue du Sommet ont été définis comme suit :

Nécessité de mesures nationales et d'une coopération internationale pour résoudre les problèmes dans le domaine du développement social;

Existence de problèmes sociaux et de tensions sociales qui constituent un danger pour la communauté internationale;

Nécessité d'un nouveau contrat social ou d'un nouveau pacte social et nécessité d'un projet de développement social;

Conviction qu'il est possible d'agir et de trouver des solutions aux problèmes actuels;

Mobilisation nécessaire de tous les acteurs impliqués;

Idée que le développement passe par le dialogue et la coopération;

Persistance de la pauvreté, aggravation des inégalités et disparités;

Risques de sociétés "dédoublées" et d'une communauté internationale "à deux niveaux";

Effets de la mondialisation; mutations sociales rapides;

Crises sociales et morales dans plusieurs sociétés.

2. Les objectifs et principes suivants (éléments d'une stratégie mondiale de développement social) ont été mentionnés :

Le développement est un processus global;

Il est possible d'éliminer la pauvreté, d'assurer le plein emploi et de renforcer l'intégration sociale par le biais de mesures nationales et d'une coopération internationale;

Le développement social, condition nécessaire pour la paix et la sécurité;

Le développement social, condition nécessaire pour le développement économique;

Nécessité d'une croissance durable;

L'importance des questions de population et des tendances démographiques;

La dignité humaine, objectif fondamental du développement;

La sécurité des populations, aspect fondamental de la coopération internationale;

Les rapports entre les trois questions essentielles et les droits de l'homme, y compris le droit au développement;

Le rôle central des femmes et la condition de la femme en tant qu'indicateur du niveau de développement social;

L'importance de l'éducation, de la formation et de l'accès aux connaissances;

La satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé);

L'accès à l'information et aux technologies; le rôle et les responsabilités des "faiseurs d'images" et des médias;

Définition des domaines prioritaires;

Fixation d'objectifs aux niveaux national, régional et, éventuellement, international, notamment en vue de l'élimination de la pauvreté.

3. En ce qui concerne les engagements, le suivi et les responsabilités, on a noté les éléments suivants :

La nécessité d'un code d'éthique; l'importance des dimensions morales et spirituelles des êtres humains et des sociétés;

La reconnaissance du fait qu'il n'y a pas de modèle, de solutions toutes faites, de théories d'ensemble pour assurer le développement et le progrès social;

- La situation des pays les moins avancés et de l'Afrique;
- La situation des pays en transition (économie, systèmes sociaux et valeurs);
- Le besoin de rétablir la confiance dans les institutions, y compris dans les institutions gouvernementales; les effets destructeurs de la corruption à tous les niveaux de la société;
- Le rôle fondamental et les responsabilités des gouvernements;
- La nécessité de s'inspirer des politiques et expériences réussies au niveau national;
- La nécessité de politiques et mesures diversifiées;
- La diversité des situations dans chaque pays, qui appelle des interventions différenciées;
- Le rôle des individus en tant que citoyens;
- Le rôle des organisations communautaires et de la société civile;
- La nécessité d'une coopération internationale pour la prise d'initiatives nationales;
- La nécessité de mobiliser toutes les ressources (humaines et institutionnelles) au niveau national;
- Les pauvres et les sans-travail représentent un gaspillage de ressources;
- Les responsabilités économiques et sociales des entreprises multinationales et autres grandes institutions privées;
- La mobilisation de ressources destinées au développement social dans le cadre du système des Nations Unies et la cohérence générale des efforts entrepris par le système;
- Le rôle des institutions financières;
- La nécessité d'une procédure efficace de suivi.

II. ELEMENTS QUI POURRAIENT FIGURER DANS UN PROJET DE PROGRAMME D'ACTION

4. Le programme d'action reposerait sur les idées directrices suivantes :
 - Importance d'une approche centrée sur l'être humain et intégrée pour le développement;
 - Interdépendance des aspects économiques et sociaux du développement;
 - Nécessité de s'attaquer aux causes profondes des problèmes et de mettre l'accent sur leur prévention;
 - Importance fondamentale des droits de l'homme;
 - Nécessité de prêter une attention particulière aux femmes et aux enfants;

Importance de l'autonomisation;

Nécessité de donner la priorité aux populations et aux pays qui sont le plus désavantagés ou le plus vulnérables.

5. Il a également été suggéré qu'un nouveau concept s'impose, celui de la "sécurité humaine". Le concept traditionnel de sécurité, centré essentiellement sur la sécurité des Etats et les aspects militaires, devrait être remplacé par un concept plus général qui engloberait les aspects sociaux, économiques, écologiques, culturels, religieux et éthiques. Dans cette définition, la priorité serait accordée à la sécurité des individus et des communautés, ce qui suppose un revenu suffisant et un accès à l'intérieur des sociétés; il ne devrait pas y avoir d'appréhension à l'égard des pauvres, et le développement social doit être considéré comme un droit des peuples et pas simplement comme un moyen d'assurer la sécurité.

6. La nécessité de créer une "culture mondiale orientée vers le développement social" a été évoquée. Cette culture serait fondée sur la participation, elle assurerait la circulation de l'information entre tous ses membres et redéploierait les ressources précédemment affectées à des fins militaires pour les investir dans les ressources humaines.

7. On a suggéré de considérer la pauvreté comme un problème qui touche l'ensemble de l'humanité et pas simplement les individus ou les pays démunis. Il était nécessaire d'établir une harmonie entre les pays développés et les pays en développement pour qu'ils assument leurs responsabilités à l'égard des pauvres en adoptant rapidement des mesures stratégiques en faveur de ces populations vulnérables.

A. Un environnement porteur

8. La paix sociale fondée sur le partenariat constitue un préalable pour le développement social.

9. Un environnement porteur devrait comporter les éléments suivants :

Egalité et justice sociale;

Contexte commercial et financier favorable au niveau international

Nécessité de réduire la dette;

Importance des politiques macro-économiques à l'échelon national;

Dimensions sociales de l'ajustement macro-économique;

Mise au point de régimes fiscaux destinés à favoriser les investissements productifs à long terme;

Nécessité de revoir les priorités pour les dépenses publiques;

Nécessité de réviser les méthodes de comptabilité nationale pour mieux tenir compte des impacts écologiques et sociaux des décisions économiques;

Nécessité de mettre au point des indicateurs fiables et normalisés;

Nécessité d'accorder une attention particulière aux problèmes de l'Afrique et des pays les moins avancés.

10. L'environnement porteur ne doit pas être limité au système des Nations Unies. La participation des institutions financières et commerciales internationales et d'autres organisations intergouvernementales est indispensable.

11. Un environnement porteur n'a pas seulement une dimension économique. Le développement économique et social doit avoir un caractère durable et les rapports entre les stratégies nationales et l'environnement mondial doivent être pris en considération.

B. L'atténuation et la réduction de la pauvreté

12. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, l'objectif à long terme est d'éliminer la pauvreté dans tous les pays; l'atténuation et la réduction de la pauvreté sont des étapes dans cette voie.

13. Si les programmes d'atténuation et de réduction de la pauvreté sont lancés principalement aux niveaux local et national, leur exécution est tributaire d'un environnement international porteur, notamment d'un accès au commerce international et aux marchés de capitaux, d'un cours équitable des produits de base et d'un allègement de la dette.

14. Il convient de reconnaître que l'élimination de la pauvreté est un impératif éthique.

15. L'éducation et la formation sont des conditions déterminantes de la réduction de la pauvreté. En s'efforçant de réduire la pauvreté, il faut attaquer le mal à la racine.

16. L'élaboration d'un programme national de lutte contre la pauvreté doit s'effectuer dans une optique multidisciplinaire intégrée, prévoyant notamment une mobilisation du public, la mise au point du cadre législatif et des grandes orientations, la création d'institutions et d'une capacité pénétrant toute la société civile ainsi que l'institution de mesures concrètes pour améliorer les perspectives d'avenir.

17. Les programmes de réforme économique et d'ajustement structurel doivent comprendre des mesures visant à faire en sorte que les pauvres ne souffrent pas des bouleversements économiques et sociaux dont ils s'accompagnent.

18. Le programme d'action devrait tenir compte des différents niveaux de pauvreté qui existent dans différents pays.

19. Il convient d'accorder une attention particulière aux pays les moins avancés. Le programme d'action devrait tenir compte de la Position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique, présentée par la Conférence des ministres africains responsables du développement humain.

20. Les problèmes spécifiques des pays en transition doivent aussi être traités.

1. Mobilisation de l'action locale, nationale, régionale et internationale pour réduire la pauvreté et promouvoir l'équité

Amélioration de la répartition des richesses et du revenu par divers moyens, notamment l'impôt et les politiques de dépenses publiques;

Amélioration des possibilités de création de revenus pour les pauvres, notamment dans le secteur privé, par le biais d'économies et investissements au niveau local;

Responsabilisation des pauvres, notamment en encourageant et en appuyant les programmes d'auto-assistance;

Fonds d'urgence en matière sociale et fonds d'investissements sociaux;

Action visant à assurer la participation des pauvres à la planification et à l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté, grâce notamment à la décentralisation des services publics;

Mesures tendant à donner la priorité à certains groupes, particulièrement les plus pauvres et les plus vulnérables, et à les cibler, notamment au moyen de programmes régionaux et sectoriels;

Protection des droits des pauvres en tant que citoyens à part entière, notamment leur droit de participer à la démocratie, de se syndiquer et de défendre leurs propres intérêts;

Mobilisation du public et manifestation d'une volonté politique en faveur des programmes de lutte contre la pauvreté.

2. Renforcement des structures et services sociaux de base

Appui aux familles en tant que cellule de base de la société et source principale de sécurité sociale;

Amélioration de l'efficacité des services sociaux, notamment par le renforcement des institutions sociales et de la gestion des programmes sociaux;

Action visant à assurer la diffusion la plus large possible des informations sur les services sociaux;

Eradication de l'analphabétisme;

Mesures visant à assurer l'accès universel à une éducation et à une formation de qualité;

Action tendant à assurer l'accès universel aux soins de santé, à la planification de la famille, à l'eau non polluée et à l'assainissement;

Mesures propres à assurer l'accès universel à des logements en bon état et d'un coût abordable, en encourageant l'utilisation de matériaux locaux;

Appui aux familles et aux services communautaires non institutionnalisés.

3. Atténuation et réduction de la pauvreté parmi les femmes

Lutte contre la féminisation de la pauvreté;

Mesures permettant de veiller à ce que les femmes aient un accès égal aux services sociaux, en particulier à l'éducation et à la formation, à la santé, à la planification de la famille et aux services de puériculture;

Action visant à garantir que les femmes aient un accès équitable au crédit et à d'autres intrants productifs.

4. Atténuation et réduction de la pauvreté dans les zones rurales

Réforme agraire et redistribution des terres;

Amélioration du transport rural, de l'alimentation en eau et d'autres infrastructures;

Amélioration de la disponibilité du crédit et des intrants agricoles;

Amélioration des marchés ruraux;

Promotion de la sécurité alimentaire à un coût abordable grâce au développement agricole;

Promotion de la production non agricole dans les zones rurales, notamment par l'encouragement de l'esprit d'entreprise, des petites entreprises et des branches d'activité à forte intensité de main-d'oeuvre.

5. Réduction de la pauvreté dans les écosystèmes fragiles

Promotion du développement durable;

Intensification de la recherche sur des techniques de production ménageant un développement durable;

Emploi de la population à des programmes de préservation.

6. Réduction de la pauvreté urbaine dans les pays en développement

Amélioration des conditions dans le secteur non structuré et pour les travailleurs pauvres;

Action visant à promouvoir les branches d'activité à forte intensité de main-d'oeuvre;

Amélioration de la santé publique, des services d'assainissement et des abris pour les pauvres des villes;

Amélioration des conditions dans les colonies spontanées;

Action visant à encourager et à appuyer les activités communautaires d'auto-assistance.

7. Renforcement des politiques et programmes de sécurité sociale

Mise au point de solutions de remplacement de l'aide sociale traditionnelle;

Amélioration des conditions pour les travailleurs pauvres;

Aide aux parents célibataires et à leurs enfants;

Protection des enfants contre les sévices et l'exploitation;

Protection des personnes âgées, des personnes handicapées, et d'autres groupes vulnérables;

Réintégration des toxicomanes, alcooliques, délinquants, enfants des rues et autres exclus de la société.

8. Surveillance de la pauvreté et évaluation des programmes de lutte contre la pauvreté

Création d'indicateurs pratiques de la pauvreté, notamment en ce qui concerne les plus pauvres d'entre les pauvres;

Création d'indicateurs relatifs aux besoins en matière d'alimentation, d'éducation, de santé, de logement et autres besoins élémentaires;

9. Réduction de la pauvreté et rétablissement des structures sociales dans les sociétés déchirées par la guerre

Relèvement des structures et institutions sociales;

Rétablissement de la solidarité par l'éducation et la culture.

C. Développement des emplois productifs

21. Les activités visant à développer les emplois productifs devraient avoir pour objectif à long terme d'assurer un emploi à temps complet, qui soit productif et choisi librement.

22. Il faudrait reconnaître que la création de nouveaux emplois n'est pas synonyme de réduction du chômage, compte tenu notamment de l'accroissement de la population active dans de nombreux pays. Il faudra peut-être donc envisager des mesures concrètes propres à réduire le chômage.

23. Si les programmes visant à développer les emplois productifs sont mis en place essentiellement aux niveaux local et national, leur succès dépend d'un environnement international porteur (notamment accès aux marchés internationaux et aux marchés de capitaux, fixation de prix équitables pour les produits de base, transfert de technologie et allégement de la dette).

24. Les programmes de réforme économique et d'ajustement structurel doivent tenir compte des objectifs en matière d'emploi.

25. Il faut accorder une attention particulière aux pays les moins avancés. Le programme d'action devrait tenir compte de la position commune de l'Afrique sur le développement humain et social présentée par la Conférence des ministres africains responsables du développement humain.

26. Il faut aussi traiter des problèmes particuliers des pays en transition.

27. Le programme d'action devrait comporter des mécanismes permettant aux pays d'échanger des données d'expérience concernant la création d'emplois et d'autres questions relatives à l'emploi.

1. Moyens d'assurer que la croissance économique crée des emplois

Création d'un environnement macro-économique sain;

Amélioration du cadre législatif et institutionnel en vue de la création d'emplois;

Mesures propres à encourager des pratiques saines dans les relations professionnelles;

Adoption d'une politique fiscale propre à encourager la création d'emplois;

Réduction des mesures visant à décourager l'emploi de nouveaux travailleurs, y compris des réglementations inutiles.

2. Action sur la décision d'investir et sur l'activité économique

Amélioration de l'accès aux marchés internationaux;

Mesures destinées à encourager le secteur privé à investir;

Promotion de l'épargne et des investissements locaux;

Promotion des techniques à fort coefficient de main-d'oeuvre et des technologies qui protègent les ressources naturelles et l'environnement.

3. Promotion des petites et moyennes entreprises

Fourniture de services d'appui aux petites et moyennes entreprises, notamment formation à la gestion;

Mesures destinées à encourager le secteur privé à investir;

Promotion des coopératives;

Promotion de l'industrie artisanale.

4. Amélioration de la qualité de la main-d'oeuvre

Amélioration des soins de santé et de la nutrition;

Amélioration de l'alphabétisation de base aux fins de l'emploi;

Mise au point de programmes efficaces d'enseignement et de formation, notamment de formation professionnelle;

Adaptation de l'enseignement et de la formation à l'emploi productif et aux technologies nouvelles;

Elaboration de programmes de recyclage et amélioration de ceux qui existent déjà;

Prise de mesures visant à faire participer les entreprises privées aux programmes d'enseignement et de formation.

5. Amélioration du fonctionnement des marchés du travail

Amélioration des services d'information sur le marché du travail;

Renforcement des services de placement et d'orientation professionnelle;

Mesures visant à concilier la possibilité de changer d'emploi et la mobilité des travailleurs, d'une part, et la sécurité économique, d'autre part.

6. Promotion des possibilités d'emploi et des femmes

Mesures visant à assurer l'égalité des chances dans l'emploi;

Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes filles à l'enseignement et à la formation;

Amélioration de l'accès des femmes aux moyens de production, notamment au crédit.

7. Amélioration des possibilités d'emploi des groupes vulnérables

Réintégration des personnes longtemps restées sans emploi dans la population active;

Accroissement des offres d'emploi pour les jeunes et mesures visant à les aider à surmonter les handicaps auxquels ils se heurtent sur le marché du travail;

Mesures visant à garantir aux personnes âgées la possibilité de continuer à travailler;

Concentration des efforts sur les régions souffrant d'un fort taux de chômage.

8. Amélioration de l'emploi dans les zones rurales et le secteur non structuré

Amélioration de l'accès aux moyens de production, notamment à la terre, au crédit, à la technologie et aux marchés;

Construction et entretien de l'infrastructure, et surtout dans les zones rurales;

Amélioration de l'emploi et des conditions de travail dans le secteur non structuré;

Amélioration des conditions générales de vie et d'emploi dans les zones rurales, en partie dans le but de réduire l'exode des campagnes vers les villes.

9. Protection des droits des travailleurs

Mesures visant à garantir l'application des conventions internationales, y compris la liberté d'association, le droit de former des syndicats et d'engager des négociations collectives, l'abolition du travail forcé, l'égalité de rémunération et l'élimination de la discrimination dans l'emploi;

Amélioration de la sécurité de l'emploi pour les travailleurs occupant des emplois précaires, à court terme et à temps partiel;

Élimination des abus concernant le travail des enfants.

10. Renforcement du dialogue entre les gouvernements, les employeurs et les travailleurs

Renforcement des organisations professionnelles;

Mesures visant à encourager les partenaires sociaux à examiner ensemble les problèmes sociaux touchant l'emploi.

11. Intégration des travailleurs migrants au marché du travail

12. Réduction du chômage endémique

Etablissement de seuils de chômage au niveau national pour la mise en place de programmes d'urgence.

13. Adoption de nouvelles approches dans le domaine du travail et de l'emploi

Mise en place sur une base volontaire de formules de travail souples telles que le partage de l'emploi, le partage du travail et l'introduction d'horaires mobiles;

La création d'emplois présentant une utilité sociale tels que les services en faveur des personnes âgées, la protection de l'environnement et la remise en état de logements, qui pourrait éventuellement être encouragée par des incitations financières.

D. Amélioration de l'intégration sociale

1. Intégration au moyen de valeurs communes (Voir projet de déclaration)

2. Promotion de l'égalité des chances

Accès aux institutions; garantie de la justice et de la primauté du droit;

Accès à l'information et aux connaissances;

Accès au crédit et à la propriété.

3. Mesures visant à lutter contre l'exclusion sociale

Le caractère inacceptable de l'exclusion sociale devrait être universellement reconnu;

Pour ce faire, il faut identifier et abolir les barrières faisant obstacle à l'intégration sociale;

Il faut renforcer les structures et les réseaux communautaires.

4. mesures visant à faire en sorte que le Gouvernement soit plus
proche de la population; nouveaux systèmes de conduit
des affaires publiques

Donner à la population les moyens de se prendre en charge est un principe théorique fondamental de l'intégration sociale; un "Agenda pour l'homme" est nécessaire;

Décentralisation;

Création d'institutions ouvertes, accessibles et responsables.

**5. Mesures visant à appuyer et à encourager les organisations
représentant la société civile**

Promotion des organisations et des initiatives communautaires;

Mesures propres à encourager les organisations non gouvernementales à participer notamment à la définition et à l'exécution de programmes au niveau des collectivités;

Reconnaissance du rôle du secteur privé dans la présentation de services sociaux;

Reconnaissance du rôle important des médias dans la transmission d'informations et de valeurs formatrices et nécessité de disposer d'organes d'information efficaces et libres. Par ailleurs, il faut aussi se préoccuper de la possibilité que les médias ne diffusent des "handballeurs".

6. Satisfaction des besoins humains : investir dans les hommes

Mesures visant à assurer à tous l'accès à l'éducation et à l'information en améliorant et en garantissant la qualité et l'utilité de l'enseignement et la formation des enseignants, en éliminant la discrimination dans l'enseignement et en veillant à ce que celui-ci reflète des valeurs communes fondamentales telles que la tolérance et la paix;

Mesures visant à assurer l'accès à la santé.

**7. Egalité des sexes et mesures visant à donner aux femmes
les moyens d'être autonomes**

La condition de la femme dans une société donnée permet d'évaluer son niveau de développement;

Il faut rendre les femmes autonomes au sein de la famille, de la communauté et de la société

Les femmes devraient pouvoir participer pleinement à la prise des décisions à tous les niveaux;

Il faut particulièrement veiller à ce que les femmes aient accès aux moyens de production, tels que le crédit et la propriété;

Les incitations doivent être ciblées de manière à renforcer le rôle économique des femmes;

Il convient de tenir compte de l'effet multiplicateur des "investissements dans les femmes".

Il convient de tenir compte de l'effet multiplicateur des "investissements dans les femmes".

8. Reconnaissance du rôle de la famille et appui à apporter à la famille

La famille apporte l'élément de stabilité essentiel et de cohésion sociale et relie l'individu à la communauté;

La famille joue un rôle vital en transmettant les valeurs culturelles et sociales.

9. Traitement des minorités

Minorités ethniques, religieuses et raciales;

Populations autochtones;

Migrants;

Réfugiés;

Etrangers.

28. Les valeurs communes fondamentales doivent s'appliquer également à tous les membres de la société et des services devraient être accordés à tous sur un pied d'égalité.

10. Octroi du pouvoir d'agir aux groupes marginalisés et souci d'assurer la promotion des personnes ayant des besoins spéciaux

Handicapés;

Jeunes;

Personnes âgées;

Enfants - survie, protection et développement;

Les "exclus perpétuels" que sont en particulier les sans-abri, les alcooliques, les toxicomanes, etc.

29. Il faut mieux identifier les groupes marginalisés et créer des structures pour les intégrer.

11. Situation spéciale de certains pays

Pays les moins avancés;

Afrique;

Pays en transition;

Pays en proie à la guerre et aux troubles civils - nécessité de formuler des politiques de relèvement, de réconciliation et de coopération internationale;

Pays touchés par des catastrophes naturelles.

12. Application

30. Il importe de reconnaître qu'il existe tout un ensemble de conventions, de traités, d'accords, de déclarations et de programmes d'action internationaux dans le domaine du développement social et de

l'intégration sociale. Il faudrait commencer par chercher à faire plus largement ratifier et mieux appliquer tous ces instruments.

31. Les politiques devraient tendre à donner à tous les groupes et individus de la société le pouvoir d'agir. Les politiques et programmes devraient tâcher d'être rentables et efficaces et viser essentiellement à améliorer les dividendes sociaux. Il importe de déterminer les ressources nécessaires et de veiller à ce que les ressources fournies soient suffisantes. Il faudrait mieux tenir compte des répercussions sociales, de l'assistance internationale au développement et en particulier des politiques d'ajustement structurel. La politique sociale devrait s'efforcer d'intégrer les individus et les groupes marginalisés au lieu de se limiter à les maintenir dans leur situation marginale. Les stratégies de planification devraient se soucier de relever le niveau des couches défavorisées.

32. On s'accorde généralement à penser qu'il faut définir un cadre d'intégration sociale. Le développement social est un processus dynamique et continu qui ne devrait pas être restreint par des définitions de statut.

E. Application et suivi : rôle du système des Nations Unies
et des institutions financières

33. Outre les options qu'il propose aux gouvernements et aux autres institutions nationales en matière de politiques et l'identification des priorités auxquelles devrait obéir la coopération internationale, le projet de programme d'action devrait contenir des recommandations plus précises quant à l'action concrète que devraient entreprendre les divers organismes des Nations Unies, et particulièrement les institutions financières internationales. Ces éléments devraient répondre à l'objectif fixé par l'Assemblée générale et consistait à faire des recommandations en vue de rendre plus efficace l'action des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement social, touchant en particulier les mesures et politiques visant à revitaliser la Commission du développement social.

34. Les organismes des Nations Unies, y compris les institutions financières internationales, devraient donner un rang de priorité plus élevé au développement social et envisager de réaffecter des ressources au développement social dans le cadre du système des Nations Unies. Il faudrait clairement fixer les objectifs des activités de développement social et envisager des moyens d'accroître les ressources dont on dispose pour ces activités.

35. Les activités entreprises par les organismes des Nations Unies dans le domaine du développement social devraient être centrées sur l'individu et devraient donner la priorité aux besoins des pauvres.

36. Ces activités devraient viser essentiellement à appuyer des efforts nationaux et locaux, et notamment ceux de la société civile. Il faudrait envisager de réaliser des études et de préparer des données pour appuyer la prise de décisions au niveau national.

37. Il faudrait envisager de rendre le système des Nations Unies mieux à même d'aider les Etats à faire face à leurs problèmes sociaux, en mettant l'accent sur le renforcement des institutions et des programmes existants plutôt que sur la création de nouveaux organes.

38. Il faudrait accroître la cohérence, l'efficacité et l'efficience des institutions et programmes des Nations Unies.

39. Le projet de programme devrait prévoir des mesures visant à améliorer la coordination des activités de développement social au sein du système des Nations Unies, en mettant particulièrement l'accent sur la coordination entre les activités des institutions financières internationales et celles du reste du système.

40. Il faudrait envisager de mettre en place des mécanismes pour améliorer la coordination entre le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et nationales, dont les banques régionales de développement, dans le domaine du développement social.

41. Le projet de programme d'action devrait prévoir des mécanismes visant à assurer le suivi international de son exécution.

42. Il devrait tenir compte des accords et engagements existants, en particulier des résultats ou des préparatifs d'autres conférence et manifestations des Nations Unies, dont le Sommet mondial pour les enfants, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, la Conférence internationale sur la population et le développement et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Il faudrait aussi prendre en compte l'Agenda pour la paix et l'Agenda pour le développement.

43. Le projet de programme devrait également prendre en considération les diverses activités de développement social entreprises au sein du système des Nations Unies et devrait étudier comment les diverses institutions peuvent le mieux contribuer à l'exécution du programme d'action. Il faudrait accorder une attention particulière au rôle crucial de l'OIT et des institutions de Bretton Woods.

44. Il faudrait aussi chercher à tenir compte des besoins et des coûts sociaux lors de la conception et de l'application des réformes économiques et des programmes d'ajustement structurel.

45. Il faudrait s'efforcer de trouver un meilleur équilibre entre les ressources des Nations Unies affectées au maintien de la paix et celles qui sont consacrées au développement social.

46. Le projet de programme devrait s'interroger sur la manière dont le Conseil économique et social pourrait jouer un plus grand rôle dans la coordination et la supervision des activités économiques et sociales des Nations Unies, dont il pourrait développer encore le concept de sécurité, et dont il pourrait coopérer plus étroitement avec le Conseil de sécurité.

47. faudrait envisager d'élargir le mandat de la Commission économique pour l'Europe de manière qu'il englobe les questions de politique sociale et de développement social.

48. Les organisations du système des Nations Unies devraient être encouragées à participer activement au processus préparatoire ainsi qu'au suivi du Sommet.

100
100
100

100
100
100

100
100

100
100

100
100

100
100

100
100

100
100
100
100

100

100
100

100
100
100
100

100
100

100
100

100
100

100
100
100
100

100
100

100
100
100
100